MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

RETOUR À LA NORMALE





MERVEILLES DE LA PQR



































e 19 mai, Le Berry républicain exhale un « parfum de liberté », tandis qu'un « souffle d'espoir » s'engouffre dans L'Alsace. « Le grand jour » se lève au Télégramme, « Le jour J » illumine Nord Éclair, et La Voix du Nord fait « les premiers pas vers la vie d'avant ». « C'est (re) parti! » au Bien public, « Ça s'arrose! » au Courrier picard, et La Dépêche trinque même « À notre santé ». « On se retrouve dehors », propose Sud-Ouest... et « Bas les masques », suggère Var-Matin. Bref, La Provence, et la France médiatique avec elle, exulte: « Enfin! »

Enfin le retour à la normale! Les reporters d'images font le pied de grue devant les centres commerciaux, les télés usinent du micro-trottoir sous les stores bannes et le chœur des éditorialistes entonne le « tenir ensemble » jupitérien. Sans oublier cette entrevue caféinée entre le Président et son Premier ministre, multi-médiatisée, et dont BFM-TV a initié la propagande au gré d'une « priorité au direct » qui restera dans les annales: « [Devinez] qui est en train de boire un café en terrasse? Mais c'est Emmanuel Macron avec Jean Castex! Les voici tous les deux attablés autour d'un café. » Tant il est vrai que l'« actualité » des rédactions parisiennes gravite autour de l'Élysée, jusqu'à l'absurde (p. 11).

Pendant ce temps, à l'ombre des gros titres, la crise sociale et économique s'aggrave. Lesdits « plans de sauvegarde » menacent plus de 100 000 emplois, les licenciements se comptent par milliers tandis que s'accroissent les inégalités, contraignant plusieurs millions de personnes supplémentaires à l'aide alimentaire et au RSA. Mais les médias n'ont d'yeux que pour le martyre de celui qui a « failli crever »: Manuel Valls (p. 3).

Une complaisance qui n'a d'égale que l'hostilité des mêmes stars de l'info vis-à-vis de l'opposition de gauche, et de la France insoumise en particulier (p. 27). Questionnée sans relâche sur la tambouille politicienne le matin, condamnée pour « islamogauchisme » à midi, exécutée par sondages interposés l'après-midi, on la somme le soir d'expliquer pourquoi les idées de gauche disparaissent du débat public...

Il y a quelque chose de pourri au royaume médiatique. En artisans du grand récit de l'insécurité, les grands médias s'intoxiquent à leurs sources policières, au mépris des faits et des règles les plus élémentaires (p. 31). Les faits divers se succèdent à la Une, au point que des campagnes éditoriales locales – comme une couverture « anti-squat » de La Dépêche – polarisent l'agenda de rédactions nationales (p. 35). Un débat public à front renversé, où militants antiracistes et gauche radicale sont devenus les ennemis publics n° 1, tandis que se succèdent des cabales identitaires, menées par des professionnels de la parole qui fulminent contre les grandes « censures » des temps modernes, reçus sur les plus grandes chaînes en toute impunité (p. 41).

Concomitamment, la concentration des médias capitalistiques se renforce avec la bénédiction des pouvoirs publics. Martin Bouygues et Vincent Bolloré accaparent le gâteau télévisuel, et le second impose à coups de marteau aux rédactions ses vedettes prosélytes et ses journalistes inquisiteurs, Éric Zemmour et Sonia Mabrouk en tête (p. 7). Si quelques contestations se sont fait entendre à propos du rachat d'Europe 1, les chefferies médiatiques, par lâcheté, indifférence ou suivisme, regardent passer les trains. Et préfèrent s'auto-investir de missions quasi civilisatrices, visant à (ré)éduquer des populations qui auraient tendance à se méfier des médias institutionnels (p. 15).

Face à la normalisation de l'anormal, et face à l'élection présidentielle qui s'annonce, notre association compte bien garder le cap... et faire front. Précisément pour que les partis progressistes de gauche s'emparent de la question des médias, et apportent au champ de l'information les perspectives politiques d'une transformation radicale.

Cours

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin 75010 Paris

Directeur de la publication Mathias Reymond

Secrétaire de rédaction

Pauline Perrenot

Pauline Perrend

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagent collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Bruno Dastillung, Sophie Eustache, Jérémie Fabre, Maxime Friot, Blaise Magnin, Antonin Padovani, Denis Pérais, Jean Pérès, Pauline Perrenot, Mathias Reymond, Thibault Roques, Paul S, Kahina Seghir, Nils Solari

Illustration de Une

llan Barte

Dessins

Colloghan

Mise en page et correction

Olivier Poche

Conception graphique

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Minimum

Achevé d'imprimer en 07/2021 par Corlet Imprimeur 14110 Condé-en-Normandie n° d'imprimeur: 2106.0732 Imprimé en France

Dépôt légal: juillet 2021 Commission paritaire: 1223 G 91177 ISSN: 2256-8271



MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias. s'est constituée comme une associationcarrefour. Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des «usagers» des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!









⊳ Je fais un don de soutien à Acrimed d'un monta	boutique.acrimed.org
► J'adhère ou je renouvelle mon adhésion à Acrim	har
☐ Cotisation de base: 40 €	□ Revenus > 2000€ mensuels: 70 €
☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants:	•
▶ Je m'abonne pour un an (soit quatre numéros) à	à Médiαcritiques à partir du nº€
☐ Tarif adhérent: 10 €	☐ Union européenne et Suisse: 25 €
□ Tarif normal: 20 €	☐ Reste du monde: 32 €
☐ Le livre L'Opinion, ça se travaille, aux édit☐ Le livre «Au nom de la démocratie votez b	
Nom·	Prénom:
110111.	
Adresse:	Ville:
Adresse:	Ville:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris

Tél.: 09 52 86 52 91 — Courriel: info@acrimed.org

MANUEL VALLS, MON AMOUR

En ce printemps 2021, Manuel Valls est en promotion et en campagne médiatiques. Une séquence qui met en évidence les traits les plus grossiers du journalisme politique dominant, dépolitisé et amnésique: absence de contradiction, psychologisation, peopolisation...

a tournée médiatique de Manuel Valls, engagée mi-mars à l'occasion de la parution chez Grasset de son ouvrage Pas une goutte de sang français. Mais la France coule dans mes veines, est un cas d'école de la dépolitisation de la politique. Ou comment les sujets de fond et la mise en débat du bilan politique de Manuel Valls sont éclipsés au profit d'un storytelling intime et personnel: ses blessures morales, son ego, sa situation familiale, ses souvenirs d'enfance, ses goûts culturels et ses petits plaisirs du quotidien. D'un plateau à l'autre, les mêmes questions posées avec la même commisération et la même fascination. Plus rien ne distingue alors un entretien sur France Info d'une recension du Figaro, ni un portrait de Paris Match d'une interview de RTL.

Et le moins qu'on puisse dire, c'est que cette publication a attiré l'attention des médias. Du 17 mars au 14 avril, on ne compte pas moins de 43 apparitions médiatiques ou recensions, sans compter les nombreux articles publiés dans la presse people (Closer, Gala) et féminine (Le Journal des femmes, Femme actuelle). Depuis le 18 mars, Gala lui a par exemple consacré 17 articles, feuilletonnant, au choix, sa vie privée – « Manuel Valls privé de son chien par son ex Anne Gravoin: "J'en suis malade" » (26 mars),

« Manuel Valls fleur bleue avec Susana Gallardo: "L'amour est toujours possible" » (2 avril) – ou ses passages médiatiques: « Manuel Valls ose une petite blague, Anne-Élisabeth Lemoine surprise » (29 mars).

LA PLUME DANS LA PLAIE

Dans les articles et entretiens consacrés à l'ouvrage de l'ancien Premier ministre, Les journalistes reprennent à leur compte le récit de Manuel Valls sur lui-même – un « visionnaire » – et sa trajectoire politique – « tragique ». Loin de déconstruire cette réécriture romanesque, les journalistes s'en font les promoteurs, et donc les coproducteurs. Et si tous les médias ne cèdent pas la même place au « pittoresque », la majorité d'entre eux emboîtent bien volontiers le pas du « drama » vallsiste¹.

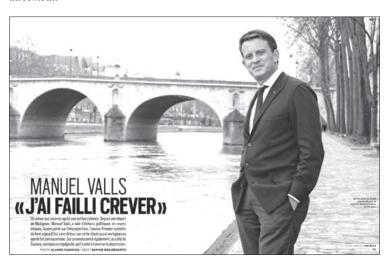
Partout, le tapis rouge. De Patrick Simonin (TV5 Monde) exaltant un lanceur d'alerte², à Sonia Chironi, qui le déclare « philosophe »: « Vous parlez du destin aussi. Ce serait quoi une vie réussie, selon vous? » (LCI). Pour Éric Naulleau (Paris Première), pas de doute, on a là un écrivain: c'est « un ouvrage de qualité – qualité d'écriture, qualité d'évocation, qualité de réflexion ». Et pour évoquer son parcours, on n'hésite pas à mobiliser des figures littéraires ou historiques qui lui confèrent une ampleur quasi mythique – les

- 1. Voir, sur le site d'Acrimed, le best of en vidéo: « Les grands médias et Manuel Valls, un journalisme impitoyable », 15 avr. 2021.
- 2. « Au fond ce livre raconte presque un cri d'amour pour la France! J'ai l'impression que vous avez l'air d'alerter! De dire cette France-là est peut-être menacée aujourd'hui! », TV5 Monde, 7 avr.

uns parlent de « résurrection » (CNews, Ouest-France), de « renaissance » (Femme actuelle), d'« exil » (Le Figaro), d'autres convoquent « l'île d'Elbe » (L'Obs).

Du tapis rouge, on passe sur le divan. Les grands médias semblent s'être reconvertis en une vaste scène de confessions intimes: comme leurs confrères de l'audiovisuel, hebdos et presse nationale – dont bien des grandes plumes fulminent d'ordinaire contre ce qu'ils nomment « la victimisation » – ont fait vibrer les violons. À tout seigneur tout honneur, *Paris Match* consacre à Manuel Valls six pleines pages, le 25 mars. Le texte du portrait n'a rien à envier à l'illustration centrale:

Manuel Valls est de ceux qui savent que la politique peut brûler. Mais quand l'échec s'ajoute à la crise sentimentale et familiale, l'homme le plus solide risque le naufrage. « J'ai failli crever » résume-t-il. Aujourd'hui, avec Susana, il se dit prêt à repartir au combat.



Psychologues, les journalistes s'attardent sur « [son] corps en vrac, [son] mal de dos, [la] peur soudaine des regards dans la rue. Au printemps 2017, les amis le voyaient fondre, il prétextait une intolérance au gluten et s'infligeait une diète déprimante ». C'est donc tout naturellement que Paris Match, comme en famille, s'enquiert de son mental actuel:

Susana le soutient « à 100 % » dit-elle. Paris l'enchante, et elle compte bien s'y déployer: Alain Minc a déjà convaincu Xavier Niel, nouveau manitou du géant immobilier Unibail, de la recruter au conseil de surveillance. Elle a acheté un grand appartement à Saint-Germain-des-Prés. Valls s'y plaît; il a son bureau, court chaque matin le long de la Seine.

Nous voilà rassurés.

Le Point ne démérite pas, lui qui revendiquait même, une semaine plus tôt, « l'exclusivité » d'un « grand entretien » annoncé en Une. Cette fois-ci, trois journalistes se sont mobilisés pour sept pleines

⁶⁶Qu'est-ce qui vous fait rire?⁹⁹

pages... et un résultat détonnant: « On découvre un Valls intime, bouillonnant mais moins éruptif – la sagesse? – et qui accepte de desserrer quelque peu son costume pour se livrer. » Les questions

people ne manquent pas au sommaire de l'hebdomadaire d'information générale: « On sent de la mélancolie dans votre livre. Vous avez l'impression d'être passé à côté de quelque chose? » Lorsque Valls affirme qu'il « voulai[t] pouvoir décider de [son] destin », les journalistes sortent les mouchoirs: « Vous le pouvez encore? » Et de sonder le cœur de l'interviewé: « Qu'est-ce qui vous fait rire? »; « Vous évoquez [...] la manière condescendante dont les députés macronistes vous ont accueilli à l'Assemblée nationale. En avezvous souffert? »; « Emmanuel Macron a-t-il été ingrat avec vous? »; « Tout à l'heure, on vous a entendu confesser votre bonheur personnel. C'est nouveau chez vous? »

Dans L'Express (18 mars), Éric Mandonnet salue « un livre très personnel qui mérite le détour », et plus encore Manuel Valls lui-même, « l'emblème d'une génération qui s'est brûlé les ailes »! Dans L'Obs (26 mars), Serge Raffy déplore les « attaques injustes » subies par l'ancien Premier ministre, et « le terrible malentendu existant entre Valls [...] et une opinion publique peu sensible à ses imprécations rugueuses à l'encontre de tous ceux qui ne vénéraient pas les préceptes de Georges Clemenceau ». Et le biographe de poursuivre ainsi les Mémoires de Valls I^{er}: « Il lui fallait donc cette forme de bannissement, cet élargissement vers l'île d'Elbe, pour retrouver la force de revenir au cœur de la bataille qui s'engage autour de l'élection présidentielle de 2022. » Amen.

Chez Marianne (26 mars), les cocoricos vallsistes ont tout bonnement transpercé le cœur de Jacques Julliard: « Son livre est tout entier un cri d'amour pour la France [...]. C'est devenu si rare, et d'autant plus précieux, un homme politique qui, avant tout programme,



en dehors de tout programme, proclame sans se lasser son amour de la France! » Agitant le drapeau, l'éditorialiste se dit conquis par « cette leçon d'histoire de France » donnée par « un homme qui n'a rejoint la France que par le chemin de l'adhésion volontaire, le plus noble, le plus conforme à son génie universel ». À côté, la recension de Valeurs actuelles (1^{er} avr.) fait pâle figure, évoquant « un essai très intimiste » à la « précision rare », où « Manuel Valls évoque sa France. [...] Ce n'est donc pas anodin que

le livre se termine ainsi: "J'ai l'ardent désir d'être utile. À chacun sa promesse de l'aube." » Nicolas Domenach, lui, s'avoue bouleversé: « Le mérite du dernier livre de Manuel Valls, ce qui le rend particulièrement touchant, c'est de ne pas trop farder ses blessures et ses élans du cœur. Il s'en faut! L'ancien Premier ministre [...] souffre, et il l'avoue crûment, du désamour qui l'a frappé jusqu'à prendre la figure honnie du Traître. » (Challenges, 10 avr.)

Il connaît désormais la morsure des blessures assassines que la vie politique sait infliger à ses ténors.

Pour *Le Figaro* (25 mars), Anne Fulda dresse le portrait d'un homme ressuscité, « *prêt à défendre les* valeurs auxquelles il a toujours cru »:

Valls ne le cache pas. En 2017, il s'est retrouvé « au bord de la rupture [...] dans une sorte d'anéantissement psychologique. Je pouvais me briser ». Il ne supporte plus la haine qu'il suscite, la manière dont les gens le regardent dans la rue, les commentaires sur les réseaux sociaux. Il devient l'incarnation du quinquennat de François Hollande. De l'ancien monde que fustigent les macronistes.

Inspirés par un tel destin, les journalistes s'autorisent d'émouvantes envolées lyriques: « Comme tous les hommes dont la carapace a cédé un temps, il connaît désormais la morsure des blessures assassines que la vie politique sait infliger à ses ténors. L'homme a mûri, s'est réchauffé le cœur au soleil catalan » (Ouest-France, 28 mars). Guillaume Tabard, dans Le Figaro (à nouveau), est tout aussi inspiré: « La passion française l'a emporté sur la tentation catalane. Par un titre emprunté à Romain Gary [...] Manuel Valls effectue son retour dans une vie politique qu'il a dévorée autant qu'elle l'a dévoré. Au point de le laisser pour "mort". »

La communion atteint son paroxysme sur France 5, où Anne-Élisabeth Lemoine n'hésite pas à terminer ses phrases:

— Manuel Valls: Je ne suis candidat à rien mais je veux participer à ce débat parce que j'aime mon pays. Et donc oui, je vais participer, je sais qu'on prend des coups. Mais comme je suis bien, comme j'ai retrouvé un équilibre...

3. Pour avoir dit, à propos des réunions non mixtes: « S'il se trouve que vient à cet atelier une femme blanche, un homme blanc, il n'est pas question de la ou le jeter. En revanche, on peut lui demander de se taire, d'être spectateur ou spectatrice silencieux », la journaliste Audrey Pulvar a subi une tempête médiatique (lire Samuel Gontier, « Audrey Pulvar jugée coupable d'anticolonialisme indigéniste racialiste sur LCI », Télérama.fr, 30 mars).

- Anne-Élisabeth Lemoine: Vous êtes prêt à les encaisser. [...]
- Manuel Valls: [Je veux qu'on me juge] pour un homme qui chante, mal, qui écrit, qui aime la vie...
- Anne-Élisabeth Lemoine: Qui connaît par cœur des répliques des « Bronzés font du ski » et du « Père Noël est une ordure ». [...]
- Manuel Valls: Oui, je parle de Blanche Gardin et de Desproges, je parle de Vianney qui est un de ces jeunes chanteurs d'aujourd'hui, je parle de Depardieu avec les tirades de Cyrano de Bergerac.
- Anne-Élisabeth Lemoine: Vous voulez qu'on vous connaisse mieux. Parce qu'on vous a trop mal jugé.

Un duo à l'unisson.

UN PROFIL IDÉAL

Entre toutes, une série d'obsessions obtient un large consensus au sein des médias dominants: le spectre de l'« islamo-gauchisme », les réunions non-mixtes... comme la dernière « polémique » autour des propos d'Audrey Pulvar³. Des sujets montés en épingle qui excitent la fachosphère et agitent depuis plusieurs mois les plateaux télé, où pour l'essentiel on répète les anathèmes et les calomnies de la droite plus ou moins extrême. La présence de Manuel Valls, qui persiste à se dire de gauche mais tient à peu près le même discours, permet de repasser quelques couches, lui-même se prêtant très volontiers à l'exercice.

Sur CNews, le 25 mars, Anne Fulda fait semblant de poser des questions: « Quand vous voyez ce modèle républicain et laïque pour lequel vous vous êtes battu, il est assez mal en point. Lorsque vous voyez que l'islamo-gauchisme est désormais quelque chose qui est installé dans les universités, que la présidente de l'Unef le revendique, que faire face à ça? » Une semaine plus tard, toujours sur CNews, dans l'émission « Face à l'info », il « débat » avec le polémiste d'extrême droite Éric Zemmour de « tenaille identitaire », d'« assimilation républicaine », du port du voile, de « grand remplacement » et de « réhabilitation de Pétain »... L'entretien a un goût d'inachevé pour Christine Kelly: « Merci à vous deux. Manuel Valls, vous avez remarqué que nous n'avons pas pu aborder tous les sujets donc il faudra revenir. — Avec plaisir », rétorque celui qui retrouvera Éric Zemmour cinq jours plus tard sur Paris Première...

Sur Europe 1 (29 mars), Sonia Mabrouk consacre les trois quarts de l'interview aux polémiques et questions « identitaires ». Et elle démarre en trombe: « Si vous participiez à une réunion sur les discriminations à l'égard des Noirs, est-ce que vous prendriez la parole? » Et d'insister à propos d'Audrey Pulvar:

4. Lire par exemple « Manuel Valls accepte de « Est-ce qu'on peut défendre les couleurs du Parti socialiste dans la région Île-de-France avec de tels propos [...]?»; « Est-ce qu'il y a une forme de racisme dans ces propos? »

Et même quand ils ne sont pas aussi caricaturaux, les « grands intervieweurs » qui interrogent Valls le remettent systématiquement en selle. « Très franchement, ça ne va pas un peu trop loin cette polémique [sur Audrey Pulvar]? », demande finement Anne-Élisabeth Lemoine (France 5) à... celui qui alimente la machine depuis des jours. Sur France Inter, le duo Demorand-Salamé (France Inter) parle de « laïcité mise à mal » et lui demande de prendre position sur la dissolution de l'Unef, ce que fera également Thomas Sotto sur RTL. Pis: interrogé sur tous les plateaux autour de son « concept » de « tenaille identitaire » (incarnée, à ses deux bouts et à égalité, par Assa Traoré et Éric Zemmour...), Manuel Valls peut là encore dérouler à l'envi: il ne trouvera jamais personne pour lui apporter le début du commencement d'une contradiction. À l'exception de Sonia Mabrouk... qui plaide entre les lignes la cause d'Éric Zemmour!

C'est également un festival sur LCI, qui héberge chaque semaine le directeur du Point Étienne Gernelle dans une émission animée par ses soins, « Le Point des idées ». Dans son hebdomadaire (1er avr.), l'éditorialiste saluait déjà en Manuel Valls un « précurseur », porte-parole d'une pensée qui « ne semble pas tentée par le racialisme ou la complaisance envers l'islamisme ». Sur LCI dix jours plus tard, il reprend son panégyrique avec d'autant plus d'entrain qu'il permet de dresser un réquisitoire contre « la gauche » : « Très tôt vous avez parlé d'islamisme, d'islamo-gauchisme, d'antisémitisme, est-ce que ça veut dire que vous n'avez pas réussi à l'époque à vous faire entendre de la gauche puisqu'on vous a traité de tous les noms?»

Quant au Progrès, il se fait plus vallsiste que Valls lui-même: « Lui défend une gauche laïque, sans complaisance avec l'islamisme radical, intransigeante sur l'antisémitisme. [...] Une gauche européenne, qui défend la promesse républicaine et lutte contre les obscurantismes. Schématiquement, ni la gauche de Jean-Luc Mélenchon, ni celle de Benoît Hamon. » Qui défendent donc une gauche non laïque, complaisante avec l'islamisme radical, accommodante sur l'antisémitisme, antirépublicaine et favorable à l'obscurantisme. « Schématiquement »!

SAUVER LE SOLDAT VALLS

Et quand les journalistes ne l'interrogent pas sur les réunions non mixtes ou sur ses souffrances intimes, ils le recrutent comme commentateur politique. Dans la matinale de Sud Radio, le 1er avril, Manuel Valls est questionné sur la gestion du Covid, les mesures sanitaires, la campagne de vaccination, ou encore la communication d'Emmanuel Macron. Sur LCI, Étienne Gernelle lui demande même de lire l'avenir, frisson garanti: « Pour la sortie de la pandémie, certains prédisent des années folles et d'autres la guerre civile. Et vous, vous en pensez quoi: Movida ou guerre civile? » Avant de l'introniser expert économique: « Est-ce que la gauche française a vraiment intégré l'économie de marché? Est-ce que dans son discours, elle a accepté ce fait: l'économie de marché comme nécessité de l'État de droit?»

Sans compter le petit rituel prospectif de nos fins limiers, qui ne peuvent s'empêcher d'enquêter sur la future élection présidentielle. Florilège:

- Léa Salamé (France Inter): Question sur l'appli France Inter, Corentin vous demande [si] vous pourriez soutenir Anne Hidalgo si elle devenait officiellement candidate de la gauche pour la présidentielle, ou est-ce que vous vous rangeriez derrière Emmanuel Macron comme la dernière fois?
- Anne Fulda (CNews): Est-ce qu'éventuellement, vous, vous pourriez envisager une candidature à la présidentielle?
- David Pujadas (LCI): Une dernière question simplement, vous rêvez toujours d'être Président de la République?
- Patrick Roger (Sud Radio): [« Être utile au débat public »], ça passe par quoi? Par un engagement dans une équipe dans la prochaine présidentielle ou pas?
- Ouest-France: Manuel Valls candidat à la présidentielle, c'est de la science-fiction?

De son bilan politique dans le gouvernement de François Hollande, de son défilé au côté de l'extrême droite au moment des mouvements indépendantistes en Catalogne⁴, de ses comptes de campagne épinglés par la Cour des comptes espagnole, il ne sera jamais question. Une question glissée au milieu d'une interview à Ouest-France (28 mars) ou à la toute fin de l'entretien sur France Inter (22 mars). Par deux fois, Manuel Valls se dérobe, par deux fois, les journalistes n'insistent pas. Ils ont tellement mieux à faire!

La tournée médiatique de Manuel Valls montre la complaisance et la nullité du journalisme politique dominant, du moins envers certains profils. Une tournée en forme de réhabilitation et de reconquête. Manuel Valls dit-il vouloir « revenir dans le débat public »? Les grands médias s'exécutent. Dans Paris Match, il déclarait également: « Peut-être en ai-je aussi trop fait à certains moments? J'aurais dû apprendre à manier le silence. » Il n'est jamais trop tard!

CLAIRE HÉDON EN GARDE À VUE SUR EUROPE 1

À l'occasion du lancement de la plateforme gouvernementale contre les discriminations, la Défenseure des droits Claire Hédon a émis une proposition: expérimenter l'arrêt des contrôles d'identité à répétition dont certains jeunes des quartiers populaires sont la cible, et dont elle critique l'efficacité¹. Elle est convoquée quatre jours plus tard par Sonia Mabrouk, pour un interrogatoire serré.

a « proposition choc » de Claire Hédon. Évoquée en ces termes au 20 h de France 2 (15 fév.), l'intervention de la Défenseure des droits sur France Info (voir ci-contre) a d'abord et avant tout été un « choc » pour les principaux syndicats de police, et a suscité les réactions de plusieurs formations politiques de droite et d'extrême droite². Un tollé suffisant pour que les médias se saisissent aussitôt de cette nouvelle « polémique », qui intervient qui plus est dans un agenda médiatique hystérisé - « islamo-gauchisme », emballement autour de l'affaire de Trappes³, policiers pris à partie à Poissy, loi « Séparatisme ». Agenda polarisé par les questions sécuritaires et les obsessions réactionnaires, dont l'organisation du long « débat » entre Gérald Darmanin et Marine Le Pen sur France 2 le 11 février a offert une sinistre illustration4.

Dans un tel contexte, on ne pouvait attendre de l'intervieweuse en chef d'Europe 1, Sonia Mabrouk – experte ès sécurité intérieure et maintien de l'ordre – qu'elle fasse baisser la tension. On aurait pu espérer, en revanche, qu'elle permette au moins à la Défenseure des droits de développer les arguments à l'origine de sa proposition sur l'expérimentation temporaire de zones sans contrôle d'identité, et au-delà, d'infor-

- 1. Une pratique sanctionnée par la Cour de cassation le 9 novembre 2016: « Un contrôle d'identité fondé sur des caractéristiques physiques associées à une origine réelle ou supposée, sans aucune justification objective préalable, est discriminatoire: il s'agit d'une faute lourde qui engage la responsabilité de l'Érat.
- 2. À ce sujet, lire « "Zones sans contrôle d'identité": levée de boucliers après les propos de la Défenseure des droits », Libération, 16 février.
- 3. À ce sujet, lire « Trappes: chronique d'un emballement médiatique et politique », Mediapart, 11 février; voir également l'émission d'Arrêt sur images « Trappes: "J'aurais préféré ne pas jouer ce match" », 19 février.
- 4. Lire « Darmanin — Le Pen. Feuilleton médiatique en vase clos », Médiacritiques n° 38, avr.juin 2021, p. 7.

L'objet du scandale

« Cela fait un moment que l'on demande que soient menées des expérimentations parce qu'au bout d'un moment dans certains quartiers, pour certains jeunes, cela devient insupportable. Donc, est-ce qu'on ne peut pas expérimenter l'arrêt du contrôle d'identité: des zones sans contrôle d'identité. Dans 95 % des cas, les contrôles d'identité ne donnent rien. On nous a dit que c'était trop compliqué de faire des expérimentations avec le récépissé ou en quantifiant le nombre de contrôles. Mais qu'est-ce qu'on est en train de faire en ce moment avec le couvre-feu et le confinement? On a été capable de savoir le nombre de contrôles qui ont été faits et le nombre d'amendes qui ont été données. » (Claire Hédon, France Info, 12 février 2021)



mer sur son rôle en matière de lutte contre toutes les discriminations.

Raté. Ce 16 février, Sonia Mabrouk choisira plutôt de braquer ses « lunettes » sur un panel de « polémiques » dont les médias raffolent (burkini inclus!), tout en instruisant le procès en irresponsabilité de son invitée, sommée en outre de se repentir. On ne s'étonnera pas que la journaliste reprenne à son compte le bréviaire des principaux syndicats de police, elle qui déclarait ouvertement sa flamme

aux dites « forces de l'ordre » lors de la venue d'Alain Minc dans sa matinale le 16 juin 2020 : « Les policiers sont les piliers de notre démocratie ».

Et le contrôle d'identité de Claire Hédon commence très fort: « Bienvenue à vous, et bonjour Claire

d'identité est insucertains jeunes". I insupportable à vicente son les polities de la comma accéléré: « Vou des zones de non-drauatre secondes à l

Hédon. Est-ce qu'il faut désormais vous appeler la "défenseure des zones de non-droit"? » L'entrée en matière donne le ton, contraignant d'emblée Claire Hédon à montrer patte blanche... mais cela ne suffit pas à satisfaire l'intervieweuse: « Mais Madame la Défenseure des droits, est-ce que vous rétropédalez ce matin sous la pression de la polémique? »

Alors que l'invitée tente de développer son propos sur l'orientation des politiques publiques, Sonia Mabrouk la coupe... et reformule: « On va y revenir sur l'efficacité [des contrôles d'identité]. Mais, justement, en proposant l'expérimentation des zones

> sans contrôle d'identité, même si vous y ajoutez aujourd'hui la notion de traçabilité, vous appelez à renforcer des zones où les policiers ne sont plus présents sur le territoire de la République.»

Claire Hédon rectifie (« Non je n'ai jamais dit qu'il ne fallait pas de présence de ces policiers ») en affirmant que « les premières victimes [...] sont les habitants de ces quartiers », et Sonia Mabrouk interprète: « Mais alors pourquoi vous vous voulez les punir en donnant un blanc-seing aux délinquants? »

Après quatorze secondes au terme desquelles la Défenseure des droits dit souhaiter « revenir à l'expérimentation », nouvelle interruption, et nouveau procès de la part de la journaliste: « Juste un mot. Parce que vous avez dit Claire Hédon, je vous cite hein, que "la répétition des contrôles d'identité est insupportable [elle souligne le terme] pour certains jeunes". Mais dites-nous, qu'est-ce qui est le plus insupportable à vos yeux? Des contrôles renforcés ou des zones où les policiers ne peuvent même plus entrer? »

L'interrogatoire est un art journalistique. Et les sommations se succèdent à un rythme accéléré: « Vous le reconnaissez? Il existe en France des zones de non-droit? » Et il ne faut cette fois que quatre secondes à la journaliste pour interrompre son

invitée: « Maisest-ce qu'ils le peuvent [aller dans ces quartiers]? Madame Hédon, est-ce qu'il y a des quartiers totalement aux mains des dealers, des délinquants qui font la loi? »

Alors que Claire Hédon parvient enfin à évoquer la question des évaluations publiques des contrôles d'identité, Sonia Mabrouk coupe court et réoriente le cadrage

du débat: « Mais Claire Hédon, pardonnez-moi! Vous le demandez [la traçabilité des contrôles d'identité] dans un contexte qui est particulier. Vous avez cité Poissy, mais plus largement, les policiers sont pris pour cible, ils sont régulièrement agressés, menacés, attaqués notamment avec des tirs de mortier. Ils ont pris votre proposition comme une "gifle" supplémentaire aujourd'hui. Qu'est-ce que vous leur répondez?»

On comprend bien vite que se justifier (démarche à laquelle se livre Claire Hédon) ne sert à rien, tant l'intervieweuse n'a cure des réponses, écourtées pour laisser place à la partition des syndicats de police: « Mais, est-ce que ce sont les policiers qui sont le problème aujourd'hui dans les quartiers? Madame Hédon, est-ce que ce sont les policiers?»

Et rebelote après quatre secondes:

- Sonia Mabrouk: On vous entend. Mais est-ce que les policiers sont le problème le plus urgent aujourd'hui dans les quartiers?
- Claire Hédon: Mais la question ce n'est pas de dire que les policiers sont le problème... [Coupée]
- Sonia Mabrouk: Mais vous le pensez?

La Défenseure des droits doit-elle une nouvelle fois montrer patte blanche en affirmant qu'elle ne passe « aucunement d'appels à la haine d'un côté ou de l'autre »? Sonia Mabrouk fulmine (en l'interrompant à nouveau):

- Sonia Mabrouk: Oui, sauf que par votre proposition, Madame Hédon, vous dites que les policiers créent des incidents. Et moi, je vous pose la question: qu'est-ce qui est le plus insupportable aujourd'hui? Est-ce que ce sont les agressions qui se multiplient contre les policiers?
- Claire Hédon: Je n'ai pas dit qu'ils créaient des incidents.
- Sonia Mabrouk: Pourquoi ils le ressentent ainsi alors?

Au bout de quelques secondes, Claire Hédon tente de relancer son propos initial en évoquant la nécessité d'« évaluer » et de « quantifier » les contrôles de police. Hors sujet pour la journaliste, qui reprend aussitôt la main (et la parole...): « Parlons-en alors! Vous dites que 95 % des contrôles d'identité ne servent à rien. Mais ça veut dire pour vous qu'il faut arrêter d'en faire ou qu'il faudrait que la majorité aboutisse à des actes et à des interpellations? »

Comme bien souvent chez Sonia Mabrouk, l'édito (et le mépris) sont dans la question... comme le confirme la suivante, qui propose une alternative originale: « Madame Hédon, on a envie de savoir ce matin, est-ce que vous êtes dans la naïveté ou dans l'idéologie?»

Avec pertes et fracas, la moitié de l'interview (6 minutes) est atteinte. Si Sonia Mabrouk semble enfin autoriser son invitée à exposer un semblant d'argumentation (« Mais c'est quoi la traçabilité, pour vous?»), c'est pour mieux la disqualifier vingt secondes plus tard, avec un art consommé de la mesure: « Mais pourquoi presque une présomption de culpabilité sur la tête des policiers? [...] Mais les policiers par ailleurs sont évalués tout le temps! Et souvent il y a des contrôles, il y a des enquêtes, Madame la Défenseure des droits. Et ma question est de savoir pourquoi vous insistez d'abord sur ça. Est-ce que

c'est une urgence pour vous dans un contexte aujourd'hui d'agressions sur les policiers? Les policiers, ces hommes et ces femmes, ils veulent rentrer vivants chez eux tout simplement. »

Disqualification qui se poursuit, au moyen cette fois-ci d'un procédé très en vogue parmi les journalistes cherchant à décrédibiliser leur interlocuteur: le procès en « militantisme ». Voyons plutôt:

™Madame Hédon, on a envie de savoir ce matin, est-ce que vous êtes dans la naïveté ou dans l'idéologie?

- Claire Hédon: Pas plus de polémiques. Je ne suis pas partisane, le Défenseur des droits n'est partisan d'aucun parti, la défense des droits et des libertés... [Coupée]
- Sonia Mabrouk: Vraiment? Ce n'est pas une institution partisane et militante?

Et d'enchaîner: « Au nom de qui parlez-vous? Est-ce que vous assumez un parcours de militante, que l'on peut respecter évidemment, auprès notamment

du mouvement ATD Quart-Monde, en faveur, notamment, des migrants. » Et encore: « Vous n'êtes pas élue au poste de défenseure des droits. Donc au nom de qui vous parlez?»

Tant bien que mal, Claire Hédon tente d'ouvrir l'« interview » sur d'autres pans de son action en tant que Défenseure des droits, en citant par exemple les montants des pensions de retraite, les aides au logement, ou encore les aménagements des postes de travail pour les personnes en situation de handicap. Autant de problématiques que Sonia Mabrouk balaie d'un revers de main avec une promesse qu'elle ne tiendra pas (« Onva en parler »), pour instruire un nouveau procès: « J'ai vu sur la plateforme anti-discriminations [...] que vous travaillez notamment avec la Ligue des droits de l'homme. Cette même Ligue des droits de l'homme qui a estimé, lors de la dissolution du CCIF – c'est le Collectif contre l'islamophobie en France – que c'était une atteinte à l'État de droit alors que justement l'État veut lutter contre la propagande islamiste. Est-ce que vous estimez que c'était une atteinte à l'État de droit?»

La réponse ne satisfaisant visiblement pas la journaliste, cette dernière dégaine de « nouveaux » épouvantails: « Si je vous ai posé la question, Claire Hédon, c'est parce que vos services ont été saisis par ce Collectif contre l'islamophobie, pourtant dissous d'ailleurs, sur l'interdiction du burkini, qu'il juge discriminatoire. Tout est parti d'une interdiction dans une base de loisirs. Pourquoi leur avoir donné raison?»

Une « question » reposant sur une fausse information: Claire Hédon rétorque qu'aucun avis n'a encore été rendu, la procédure étant encore « au stade de l'enquête », et les différentes parties entendues au nom du « contradictoire ». Peu adepte d'un tel prin-

Q loquace et local

LA LETTRE À LULU SOUTIENT LES CORRESPONDANTS DE PRESSE

Maillon invisible de la presse locale, les correspondants de presse sont à l'honneur de l'irrégulomadaire satirique La Lettre à Lulu — autoproclamé « sale gosse de la presse nantaise ». Quand Ouest-France défend sa stratégie numérique en invisibilisant la place des « soutiers de l'information », La Lettre à Lulu veille au grain et nous rappelle, dans son numéro d'avril, que les « 2400 invisibles réalisent

pourtant 70 % du journal ». Or, ils sont les premiers touchés par l'ubérisation du fonctionnement de la presse locale, et ce malgré les promesses du gouvernement « de lutte contre la précarité des professions les plus fragiles du secteur ». Les correspondants attendent toujours les aides... et la reconnaissance!



CHOUF TOLOSA DISSÈQUE DIX ANS DE LA DÉPÊCHE EN BANLIEUE

Tout beau tout frais, le webzine Chouf Tolosa apparaît avec la volonté de changer le regard des Toulousains sur leurs quartiers populaires. Prenant l'exemple de La Reynerie – quartier présenté comme une zone de non-droit dans la plupart des reportages qui lui sont consacrés -, le site dévoile une analyse très détaillée des 1813 articles publiés entre 2005 et 2015 par le mastodonte de la PQR occitane. Classés en seize catégories (« Violences urbaines », « Logement », « École »...), ce sont sans surprise celles présentant La Reynerie sous un angle négatif qui sont le plus représentées... Iconographie douteuse, absence de journalistes sur le terrain, présentation fallacieuse des réalités sociales du quartier: le bingo du sensationnalisme anxiogène est rempli.

cipe – ou avec une géométrie (très) variable! – qu'elle confond avec « interrogatoire », Sonia Mabrouk fait une seconde tentative pour piéger Claire Hédon et lui faire avouer sa « faute »: « Je peux vous citer une partie du courrier puisque c'est George Pau-Langevin, qui est adjointe au Défenseur des droits – donc votre adjointe qui travaille avec vous – qui écrit: "Il m'apparaît que l'interdiction du burkini au sein de la base de loisirs est susceptible de constituer une discrimination." Ses propos vous engagent. »

Une manipulation de plus que ne manque pas de souligner Claire Hédon en évoquant le caractère tronqué de la citation⁵. Mais ce rappel implicite aux règles de déontologie journalistiques les plus élémentaires n'incite pas Sonia Mabrouk à la mesure. Car ce que la policière exige, ce sont des aveux. La Défenseure des droits s'y refuse. Qu'à cela ne tienne, la journaliste souffle le chaud et le froid en interrogeant l'invitée en tant que... « femme de convictions »: « Peut-être une dernière question, puisque vous êtes une femme engagée, Claire Hédon. Est-ce qu'interdire le burkini, c'est discriminant? » Claire Hédon refuse toujours de s'exécuter, ce qui lui vaut une énième provocation: « Certains vont dire, vous pouvez céder aux islamistes, Madame Hédon. »

La fin du contrôle d'identité approchant, la Défenseure des droits précise à son interlocutrice que l'interrogatoire qu'elle lui fait subir porte sur des sujets assez éloignés de ceux qu'elle traite principalement, et cherche à nouveau à expliquer ses missions sociales en évoquant (entre autres) la question du chômage et de « l'accès à l'emploi ». Peine perdue, Sonia Mabrouk préférant revenir à ses priorités: « Une maman qui va en burkini dans une piscine, est-ce que c'est une rupture d'égalité ou pas Madame Hédon? »

Fin de l'interrogatoire, qui figure en bonne place dans notre palmarès des plus éloquents exercices de journalisme policier. Qu'il est loin le temps des touchantes déclarations de Sonia Mabrouk, immortalisées par L'Obs dans un portrait louangeur⁵: « Je ne suis pas polémiste, mon objectif n'est pas de démasquer un adversaire. On confond agressivité et pugnacité mais nous ne sommes pas dans un match, les téléspectateurs nous regardent [...]. La polémique, c'est formidable, car la tension est parfois nécessaire dans un débat, mais il faut se demander ce que l'on veut obtenir. Mon souci principal est de donner au public de l'information et de la matière pour réfléchir. »

Au terme de l'entretien, on n'aura pas beaucoup réfléchi. Mais une chose est sûre: les applaudissements des syndicats de police couvraient le râle d'agonie du journalisme. Quant à l'avenir de Sonia Mabrouk au sein d'Europe 1 (en passe de tomber dans l'escarcelle de Vincent Bolloré) ou de CNews (où elle présente « Midi News »), il s'annonce radieux.

^{5. «} Oui, voyez, vous ne lisez qu'une partie, parce que toute la suite, c'est de dire, sauf si vous nous justifiez qu'il y a un problème de santé et d'hygiène, et qu'il y a un problème d'ordre public. Donc, c'est l'ensemble du courrier qui permet d'expliquer. Je vous redis que nous n'en sommes qu'au stade de l'instruction. Nous n'avons pas rendu d'avis et le Conseil d'État a quand même lui-même un avis sur la question.»

^{6.} « Sonia Mabrouk, la journaliste qui attire la lumière », *Téléobs*, 12 mars 2015.

MÉDIACRITIQUES

LE «PRÉSIDENT **ÉPIDÉMIOLOGISTE»** ET LE COMMUNICANT-**JOURNALISTE**

De « Jupiter » au « maître du temps » en passant par le « docteur Macron », les épithètes ne manquent pas pour glorifier le président et assurer sa communication. Au *Monde*, une grande plume comme Françoise Fressoz – pour qui « Macron se veut un mélange de Turgot, Bonaparte et de Gaulle » – en côtoie de plus jeunes. Parmi elles, le « journaliste en charge de l'exécutif » Alexandre Lemarié, dont le métier interroge: journaliste ou communicant?

€En privé, ses proches se

montrent impressionnés

par la maîtrise du chef

de l'État."

endant plus d'une semaine, le petit monde des experts et des commentateurs politiques s'est emballé: Emmanuel Macron est-il devenu épidémiologiste¹? Au cœur de cette question cruciale, un article publié le 31 mars dans Le Monde, sous

le titre « Emmanuel Macron, le "président épidémiologiste" », au ton pour le moins révérencieux. Face aux railleries, Le Monde en a changé le titre, devenu: « Comment l'entourage d'Emmanuel Macron met en scène un président qui serait devenu épidémiologiste ». Nuance qui

laisse entrevoir une stratégie de communication provenant de l'Élysée – à la place d'un titre publicitaire rédigé directement par la rédaction du Monde! Les modifications du titre ne changent cependant rien au contenu de l'article.

Sur une pleine page du journal, son auteur, Alexandre Lemarié, propose un modèle d'article sponsorisé, du genre « service après-vente » que Le Monde a inauguré dès le lendemain de l'élection présidentielle de mai 2017². Un « journalisme politique » caricatural: l'intégralité du propos se fonde sur des citations de « proches du président », de son « entourage », et de « responsables de

indique qu'Alexandre Lemarié a la même « impression ».

Il semble en tout cas très proche des fameux « proches » dont il recueille régulièrement les confidences, qui lui permettent de dresser un portrait acerbe du président: « Son entourage l'assure, dans une bou-

tade teintée d'admiration: "Le président est devenu épidémiologiste". » Nous voilà ravis. Un autre interlocuteur, participant au « conseil de défense », tout empressé de restituer la communication, sans filtre ni vérification. raconte ensuite à Alexandre Lemarié qu'Emmanuel Macron « consulte toutes les études, dès qu'elles sont publiées ». Rappelons, en passant, que d'après la base de données PubMed, 2000 articles ont été publiés sur le Covid 19 au cours de la semaine du 18 avril, près de 80000 au total en 2020 et plus de 40000 depuis le début de l'année 2021. De quoi occuper les soirées à l'Élysée!

1. La palme revient sans doute à Serge Raffy qui, dans L'Obs (6 avr.), titrait en s'amusant « Emmanuel Macron, toubib or not toubib? », avant de broder: « Il a revêtu la blouse blanche, se transformant au fil des événements, en épidémiologiste, en urgentiste, en anesthésiste, en spécialiste de la biologie moléculaire, se jetant corps et âme dans l'étude de l'ARN messager ou autres thérapies, susceptibles de terrasser le Covid et ses multiples déclinaisons planétaires. »

2. Lire, sur le site d'Acrimed, « Le Monde d'Arnaud Leparmentier macronise la démocratie » (mai 2017).

la majorité ». On s'en doute, les avis sont invariablement flatteurs, et confirmés par le journaliste, qui nous fait pénétrer dans l'intimité du président: « En privé, ses proches se montrent impressionnés par la maîtrise du chef de l'État. » À lire l'article, tout

Mais la communication n'effraie pas Alexandre Lemarié, et surtout pas celle d'Emmanuel Macron, dont il nous rapporte les faits et gestes avec le plus grand recul: « Le locataire de l'Élysée ne se contente pas d'écouter les observations des experts, il leur pose de nombreuses questions, n'hésitant pas à les pousser dans leurs retranchements. » Et cette fois, Alexandre Lemarié ne s'appuie pas sur une source proche de qui que ce soit: c'est lui-même qui apporte cette « information »... ou enjolive pour les besoins de son éloge du pouvoir. Reste que les bases de l'article sont posées. On ne s'étonne donc pas de voir Alexandre Lemarié donner ensuite la parole à Jean-Michel Blanquer - qui s'extasie sur «l'intelligence» du président – ou rappeler la sortie récente de Richard Ferrand, pour qui Emmanuel Macron « pourrait briguer l'agrégation d'épidémiologie » – qui n'existe pas, mais qu'on pourrait créer pour l'occasion. Et le gag n'est pas terminé, notre « journaliste » en rajoute une couche: « De fait, M. Macron s'est aussi fait immunologue. » Une casquette de plus pour Jupiter, qui, comme le rappelle « son entourage » par la voix d'Alexandre Lemarié, « a raison contre tous ».

« JOURNALISTE EN CHARGE DE L'EXÉCUTIF » OU COMMUNICANT?

Mais s'étonner de cet article et des louanges au chef de l'État, ce serait oublier qu'Alexandre Lemarié est coutumier du fait. Son titre de « journaliste en charge de l'exécutif » au Monde le positionne en très bonne place pour traiter et diffuser tous les éléments de langage et/ou rumeurs lancés par les anonymes « proches du président ». Un statut qui n'est pas fatalement voué à la fabrication d'un « journalisme de cour », mais qui y ressemble ici furieusement, tant le journaliste – à l'instar de nombreux acolytes peuplant les services « politique » – fabrique des papiers en huis clos et au taux de contradiction fort peu élevé.

Nous avons en effet consulté tous les articles signés en mars 2021 par Alexandre Lemarié – sans co-auteur (soit 10 au total) – et relevé les personnes qui y sont citées. Des sources que nous avons classées en trois groupes:

- les membres du gouvernement: leurs citations sont souvent issues de communiqués officiels ou d'extraits d'interviews. Ce groupe représente 37 % du total des citations.
- les anonymes qui répandent la parole d'Emmanuel Macron: les « proches du chef de l'État », ses « fidèles », les « caciques de la majorité », les « piliers du gouvernement », etc. Ils représentent 27 % du total des citations.
- Emmanuel Macron lui-même, totalisant 18 % des citations: là aussi, les propos cités par Alexandre
- 3. Sur l'ensemble des dix articles, on compte quatre citations pour LR, une pour Jean-Luc Mélenchon et une pour Marine Le Pen.
- 4. Propos rapportés ici par RTL, l'article original du *Figατο* ayant disparu depuis.
- **5.** Voir à ce sujet « Les pros du commentaire », *Médiacritiques* n° 25, octdéc. 2017, p. 14.

POUR DEVENIR UN BON JOURNALISTE EN CHARGE DE L'ÉLYSÉE, IL FAUT AVOIR UNE BONNE CAPACITÉ D'ANALYSE ET UNE RIGUEUR DANS LE SUIVI DES DOSSIERS.



Lemarié sont essentiellement des copiés-collés de communiqués officiels, des transcriptions d'interviews ou de discours.

Le reste (quelques médecins ou quelques rares élus de l'opposition³ réagissant dans d'autres médias) a droit à 18 % du total des citations, soit autant qu'Emmanuel Macron à lui tout seul. De plus, les seuls propos obtenus directement par Alexandre Lemarié (qui ne viennent donc pas de communiqués officiels, d'interviews ou d'autres articles de presse) sont dans leur immense majorité ceux des «fidèles » du président, de son entourage, des « caciques », etc. Les autres citations (membres du gouvernement, quelques rares médecins et membres de l'opposition, etc.) proviennent en réalité d'autres médias. À titre d'exemple, l'interview du généticien Axel Kahn sur Europe 1 est citée dans deux articles différents.

Conclusion: Alexandre Lemarié construit ses articles sur un unique (et univoque) groupe de sources, soit la coterie qui gravite autour de notre président jupitérien, et recycle des éléments de communication ou des déclarations préexistants pour fabriquer ses « chroniques du pouvoir ».

MÉDIACRITIQUES Nº39

UN « PROFESSIONNEL DU COMMENTAIRE »

Cette pratique du journalisme politique est problématique à plusieurs points de vue:

— Un journalisme de cour: Alexandre Lemarié traite ses sujets d'une voix monocorde, sans chercher à « pousser ses sources dans leurs retranchements » - comme le ferait Macron avec les scientifiques! Pourtant, si l'on veut commenter la communication présidentielle, d'autres sons de cloche existent. Au sujet du « président épidémiologiste », France Inter rapporte par exemple dans un journal du 30 mars un témoignage selon lequel « si le président faisait de la politique plutôt que de se mesurer aux épidémiologistes, on n'en serait sans doute pas là ». Le Figaro, ayant lui aussi accès aux « proches », rapporte également un discours différent: « "On goûte moyennement ce genre de flagornerie. Surtout en ce moment, ce n'est pas à la hauteur", explique un proche du chef de l'État4. » Pourquoi Alexandre Lemarié ne les cite-t-il pas? Et, empresserons-nous d'ajouter, quand bien même le ferait-il, il n'en produirait pas moins (à l'instar de ses confrères de France Inter et du Figaro) un journalisme de bavardage et de « clashs ». — Unjournalisme de commentaire: c'est bien là le point central. Peut-on encore parler de journalisme quand la production éditoriale se résume à un simple accompagnement de la communication politique? Si les frontières entre ces deux métiers sont poreuses et leurs relations faites de tensions, il apparaît dans le cas présent que la profession de journaliste est bel et bien neutralisée au profit de celle de communicant. Avec, pour conséquence, une « information » qui s'éloigne toujours davantage du fond des sujets, au profit du commentaire des stratégies politiciennes et des « petites phrases » de « clash » entre personnalités politiques.

Deux exemples supplémentaires: d'abord, dans l'article consacré au programme du gouvernement « Un jeune, un mentor », soit un mentorat visant «l'accompagnement [des jeunes] par un actif ou un retraité ». S'il est précisé que « la mesure peine à trouver son public », la quasi-totalité de l'article se contente de restituer la communication du chef de l'État, sans le début du commencement d'un travail cherchant à confronter cette communication au terrain. Le tout étant noyé dans un commentaire de stratégies électoralistes: « M. Macron entend enrichir le bilan social de son quinquennat, tout en envoyant des clins d'œil aux électeurs de gauche, à l'approche de la présidentielle. Un souci devenu un besoin de plus en plus pressant, tant un chiffre inquiète au sommet de l'État: selon plusieurs sondages, près d'un électeur de gauche sur deux se dit prêt à s'abstenir en cas de duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour de la présidentielle.»

Il en va strictement de même dans l'article d'Alexandre Lemarié (hors corpus) intitulé « Recrutement de policiers et lutte contre le trafic de drogue... comment Emmanuel Macron veut occuper le terrain sécuritaire » (20 avr.), où il n'est jamais question du fond: aucun élément d'enquête ou statistique ne concerne les enjeux sécuritaires abordés, sauf quand il s'agit de restituer les données que mettent en avant... les autorités elles-mêmes (hausse des budgets ou recrutement de policiers). Le journaliste, glosant autour de « la posture de fermeté » d'Emmanuel Macron et de l'« enjeu stratégique de ce sujet dans l'optique de la présidentielle », convoque pour ce faire Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut Ipsos. Un sondologue donc, soit une autre catégorie de « professionnel du commentaire⁵ ».

Patauger dans les milieux de pouvoir comme le fait Alexandre Lemarié lui convient sans doute. Une position que favorise son statut au Monde, qu'il doit peut-être justement à ses relations. Mais imagine-t-on un journaliste-communicant se permettre une critique un tant soit peu sérieuse de la Cour? En représailles, ses sources « proches du chef de l'État » qui l'abreuvent d'« informations » (et remplissent à peu de frais les pages de son journal) se tariraient sans doute très vite! Il se bornera donc à relayer la communication des politiques, commentée à l'envi et dont le récit est bricolé à partir de contenus frelatés.





actualité des médias

PRESSIONS ET SABOTAGES CONTRE MORGAN LARGE

Depuis son apparition dans un documentaire portant sur les ravages humains et environnementaux de l'agro-industrie bretonne (« Bretagne, une terre sacrifiée », France 5, nov. 2020), la journaliste Morgan Large subit des menaces et des intimidations régulières, énumérées par Le Monde (10 juin): tentative d'effraction à Radio Kreiz Breizh, où elle anime une émission: ouverture de l'enclos de ses chevaux: intoxication de sa chienne; appels anonymes en pleine nuit. Une limite a été franchie lorsqu'elle a découvert qu'elle roulait depuis plusieurs jours avec sa famille dans sa voiture... sabotée: les boulons d'une roue avaient été dévissés. Une enquête de police a été ouverte et une manifestation de soutien organisée à Rostrenen à l'initiative de Solidaires et du collectif Kelaouiñ. Un soutien dont toutes les rédactions ne témoignent pas sans réserves: Arrêt sur images (23 avr.) pointe notamment l'usage quasi systématique de guillemets utilisés pour évoquer le sabotage criminel de la voiture de Morgan Large...

LE GROUPE TF1 VA RACHETER LE GROUPE M6

« TF1, M6, Bouygues et RTL Group annoncent aujourd'hui qu'elles ont conclu des protocoles d'accord d'entrée en négociations exclusives pour fusionner les activités de TF1 et M6 et créer un groupe de médias français d'envergure. » Dans le milieu des médias français, ce communiqué (17 mai) a fait l'effet d'une bombe. L'accord prévoit que Bouygues (TF1) entre au capital du nouvel ensemble à hauteur de 30 % des actions, tandis que RTL Group (M6) en garderait 16 %. D'après Mediapart (18 mai), « cette fusion projetée entraînerait une méga-concentration posant [...] des problèmes graves d'atteinte au pluralisme et de concurrence. Le rapprochement de la première et de la troisième chaîne du paysage audiovisuel français amènerait le nouvel ensemble à détenir plus de 42,7 % de parts d'audience, très loin devant France Télévisions (28 %). À eux deux, les groupes TF1 et M6 contrôlent en effet dix chaînes hertziennes, dont TF1, TMC, TFX, TF1 Séries Films, LCI ou encore Histoire TV pour Bouygues, et M6, W9, Paris Première, Téva ou encore les anciennes chaînes du groupe Lagardère, Gulli, Canal Jou encore MCM pour RTL Group. » Conséquences: le groupe cumulerait également près de 70 % du marché de la publicité TV, et une part déterminante de la production audiovisuelle française. Le but affiché par TF1 et M6: constituer un groupe suffisamment puissant pour résister aux poids lourds américains tels que Netflix ou Disney. Reste à déterminer si l'autorité de la concurrence sera sensible aux arguments de TF1 et M6...

DES NOUVELLES DU « JOURNALISME MILITANT »

Le présentateur Philippe Ballard, qui officiait sur LCI depuis 1994, a annoncé sur Twitter qu'il se présentait aux élections régionales en Île-de-France pour le Rassemblement national. Chez Marianne, c'est le rédacteur en chef Périco Légasse qui a annoncé sa présence sur la liste Modem du ministre des Relations avec le Parlement Marc Fesneau, dans la région Centre-Val-de-Loire. Si Philippe Ballard semble s'être définitivement retiré de la profession, Périco Légasse n'est en congé de la rédaction de Marianne que pendant la durée de la campagne. Pour Natacha Polony, directrice de la rédaction du journal (et, accessoirement, épouse de Périco Légasse), « tout sera mis en œuvre, en bonne intelligence, pour qu'il n'y ait aucune confusion dans les pages de Marianne » (Gala, 30 avr.) On respire. Épilogue : les deux ont été élus conseillers régionaux.

L'EMPIRE DE VINCENT BOLLORÉ S'ÉTEND

Vincent Bolloré a mis la main sur Europe 1 et le groupe Prisma Media. Après plusieurs mois de tensions et de négociations au sein de groupe Lagardère, son propriétaire historique, Arnaud Lagardère, a finalement capitulé et accepté de renoncer au statut de commandite de son groupe. Ce statut très particulier lui permettait d'y garder le pouvoir alors qu'il ne détenait qu'un nombre très réduit de parts (de l'ordre de 8 %). Avec 30 % des actions, le milliardaire Vincent Bolloré lui succède, et confirme son objectif: mettre la main sur la radio Europe 1. Depuis, tout s'accélère: d'après Les Jours (11 mai), un rapprochement a déjà été décidé entre les rédactions d'Europe 1 et de CNews, également possédé par Vincent Bolloré via son groupe Vivendi. Conséquence prévisible: un plan social est déjà en préparation à Europe 1... Concentration toujours, mais dans la presse papier cette fois: dans un communiqué de presse (31 mai) Vivendi (maison mère du groupe Canal + et de CNews) a annoncé avoir racheté 100 % du groupe de presse Prisma Media au groupe allemand Bertelsmann, Prisma Media est un mastodonte dans la presse magazine française, détenant de nombreux titres tels que Capital, Femme actuelle, Gala, GEO, Harvard Business Review, Management, National Geographic, Télé Loisirs ou encore Voici...

«INTERCLASS'»: UNE (RÉ)ÉDUCATION AUX MÉDIAS?

Dans un ouvrage récent, Emmanuelle Daviet, instigatrice d'« InterClass' », un programme d'« éducation aux médias et à la citoyenneté » diffusé sur France Inter, livre un compte rendu de cette expérience. Mais de quelle « éducation aux médias » est-il question?

n 2015, quelques mois après les attentats contre la rédaction de Charlie Hebdo, France Inter lance « InterClass' ». Le concept? Pendant plusieurs mois, des journalistes volontaires de Radio France accompagnent des élèves de collèges et lycées situés en Réseaux d'éducation prioritaire (Rep) dans la fabrication de reportages. Dans son ouvrage InterClass' Éducation aux médias et à la citoyenneté, paru en 2020 aux éditions ESF, Emmanuelle Daviet, aujourd'hui média-



trice des ondes de Radio France, revient sur cette aventure. Précisons d'emblée qu'il ne s'agira pas ici de juger des effets du programme sur les élèves, pour la simple raison que nous ne pouvons guère les appréhender au-delà de ce qu'en décrit Emmanuelle Daviet elle-même. En revanche, il semble légitime de questionner – en guise de contribution critique – les principes et les pratiques qui fondent cette « éducation aux médias »

façon France Inter. A fortiori quand il s'agit d'une mission de service public, accomplie en partenariat entre une radio publique et des enseignants de l'Éducation nationale.

Or disons-le: la critique des médias et des pratiques journalistiques, dont certains aspects occupent pourtant une place centrale dans le diagnostic réalisé avec les élèves, est assez vite balayée. Aux dépens d'une éducation aux visées critique et émancipatrice, et au profit d'une double « restauration »: celle d'une image « positive » des médias traditionnels et de la « confiance » à leur accorder; et celle d'une citoyenneté « respectueuse » des « valeurs de la République ».

UNE FORMATION D'« APPRENTIS JOURNALISTES »

L'ouvrage d'Emmanuelle Daviet est divisé en cinq chapitres: « L'urgence d'une éducation aux médias »; « La création d'InterClass', une méthodologie rigoureuse »; « Des apprentis journalistes »; « InterClass', responsabilisation et "faire ensemble" »; « InterClass', un dispositif partenarial ».

Au début du programme, il y eut une stupeur dans les rangs des journalistes. Le 8 janvier 2015, jour de la minute de silence en hommage aux victimes de Charlie Hebdo, « des cas de perturbations [...] par des élèves sont signalés ». « Des enseignants en plein désarroi » se tournent alors vers des journalistes, dont ceux de la rédaction de France Inter, et « les sollicitent pour qu'ils viennent dans les établissements, afin de dialoguer avec les élèves et expliquer la notion de liberté d'expression ».

Dans ce contexte, la directrice de France Inter, Laurence Bloch, qui estime que « restaurer la confiance dans les médias est aujourd'hui une nécessité démocratique¹ », investit la journaliste Emmanuelle Daviet d'une mission: concevoir un programme d'éducation aux médias afin de « rétablir la confiance entre la presse et les jeunes et de retisser du lien social ». Celle-ci se dit tout indiquée, « étant passée par tous les postes qu'un journaliste peut occuper au sein d'une rédaction, et ayant une très bonne connaissance de l'Éducation nationale ». Également à l'origine de ce programme, une rencontre de la direction de France Inter avec le très médiatique professeur d'histoire-géographie Iannis Roder², qui « dresse le constat amer d'élèves abreuvés d'informations par les réseaux sociaux, par Internet » et souffle l'idée d'une « Classe Média ». « InterClass' » est né.

Dès lors, l'ambition d'InterClass' est d'amener ces élèves à réaliser des reportages « d'une durée comprise entre 3 minutes 30 et 4 minutes 30, qui ser[ont] diffusé[s] dans la grille d'été de France Inter au cours d'une émission de 56 minutes ». Un dispositif dont France Inter fait la promotion, par exemple à travers un clip de juillet 2017, filmé au cours d'une session... à l'École nationale de police de Sens³. Ces dernières années, les élèves ont ainsi réalisé des reportages sur des thématiques comme « l'identité, le territoire, l'amour, la ruralité, la place de la femme dans la société » (première année), la devise républicaine (« Liberté, Égalité, Fraternité »), « Vivre en France en 2019 »



Un programme qui révèle les préjugés de ses concepteurs.

(quatrième saison) ou encore des sujets liés à des lieux particuliers: « les îles du Frioul (Marseille), la villa Cavrois près de Roubaix, la ville du Havre, le Salon de l'agriculture, une prison, une laiterie de La Ferté-Gaucher, le bois de Vincennes, l'école de police de Sens, l'aéroport Charles-de-Gaulle, l'Élysée ».

pratique du média, soit ce que proposent également et de longue date d'autres structures, associatives ou d'éducation populaire, dans le domaine de l'éducation à l'information et/ou à l'image. Mais une des différences évidentes – et elle est de taille – est le caractère inédit des moyens alloués, importants bien que contraints dans un contexte de restrictions des budgets de l'audiovisuel public.

Les objectifs sont multiples: « Faire entendre croit maîtriser. la voix des jeunes des quartiers prioritaires trop peu présents dans l'espace médiatique, ce qu'ils dénoncent d'ailleurs régulièrement ». En effet. Mais aussi sensibiliser au fonctionnement de la radio, au travail journalistique et à son glossaire, puisque nous dit-on, les jeunes seraient « fortement exposés aux médias sans savoir les appréhender⁴ ». Mais comme le note Sophie Eustache dans *Le Monde diplomatique*⁵, « *l'enjeu dépasse* largement l'apprentissage des trucs et astuces de l'information. Pour Emmanuelle Daviet, aujourd'hui médiatrice de Radio France, "InterClass' est un acte politique, qui doit favoriser la compréhension des valeurs de la République".» Une philosophie reprise dans son ouvrage, et dans laquelle elle revendique un « acte militant », visant une « éducation à la citoyenneté ».

« DÉCONSTRUIRE » DES PRÉJUGÉS **POUR MIEUX EN REPRODUIRE?**

À la lecture du livre, on perçoit certains présupposés qui ont inspiré la création d'InterClass' les jeunes y seraient plus sensibles aux théories du complot et aux fake news, auraient des praencore, auraient un problème avec la liberté d'expression. Prétendant incarner « une résistance aux déterminismes, aux préjugés, à la stigmatisation, et à l'enfermement cognitif », dénonçant par là même des « stéréotypes » chez les adolescents, le programme InterClass', conçu par des « professionnels de l'in-

formation », donne aussi à voir les « préjugés »... de ses concepteurs.

Un exemple: l'analyse que fait Emmanuelle Daviet des réponses à un questionnaire adressé aux élèves concernant leurs pratiques médiatiques et leur mode d'accès à l'information, questionnaire dont elle précise qu'il est « sans caractère ou finalité scientifique »: « Les collégiens et lycéens répondent invariablement: "En regardant la télé (BFM-TV), sur Internet et les réseaux sociaux, Instagram, Yahoo, Google Actualités. Je suis très actif sur les réseaux sociaux Instagram et Snapchat." » Un document « sans finalité scientifique », mais qu'Emma-Il s'agit donc d'une éducation au média par la unelle Daviet conclut par un constat sans appel pour « cette génération »:

> Ces usages, la massification de l'information et la multiplicité des sources, amplifient la propagation des rumeurs, des théories du complot ou des propos conspirationnistes [...]. Pour ces internautes, s'enfermer dans des communautés de pensées, c'est prendre un risque pour leur propre liberté. C'est aussi pour cette jeune génération, assez perméable aux théories conspirationnistes, s'enfermer dans un monde qui rassure, que l'on

Elle renvoie pour cela à un reportage de son cru sous-titré « Les ados à l'heure du complot⁶ », qui reprend, comme beaucoup d'autres médias l'ont fait, l'affirmation selon laquelle « sur Internet, une information erronée est quatre fois plus partagée qu'une information vérifiée ». Une conclusion qu'elle tire d'une étude du Massachusetts Intitute of Technology (MIT), largement nuancée par le sociologue Dominique Cardon, cité pourtant plus haut dans son ouvrage... Dans son entretien à La Revue des médias, celui-ci déclarait en effet:

On a cette idée à cause d'une étude de Sciences, une très bonne étude de Sinan Aral qui a été faite à partir d'informations qui venaient de sites de fact checkers américains, PolitiFact et Snopes. Le « vrai », pour lui, est une information que des internautes avaient donnée au fact checker et que ce dernier a pu vérifier et valider, le restant constituant le « faux ». À partir de là, il apparaît évident que les nouvelles fausses ont une circulation plus forte que les vraies nouvelles, au sens des nouvelles données au fact checker. Et nous sommes typiquement dans notre débat et son implantation dans les quartiers populaires: actuel, c'est-à-dire que tout le monde a vu l'étude, personne n'a été lire le corpus. Les chercheurs ont bien précisé que l'espace de validité de l'argument était limité, mais tout le monde a intertiques médiatiques jugées plus « dangereuses » ou, prété l'étude et tiré en conclusion que le faux circule plus vite que le vrai. Il arrive souvent aux chercheurs de voir leur étude leur échapper7.

Il est sans doute encore plus regrettable que ce type de raccourcis soient le fait de journalistes, revendiquant éduquer collégiens et lycéens aux médias... Mais cela importe-t-il à Emmanuelle Daviet? On

- 1. Laurence Bloch, Dossier de presse « InterClass' » Saison 1-2-3-4, France Inter, 2015, p. 32.
- 2. Également directeur de l'Observatoire de l'éducation à la Fondation Jean-Jaurès, et membre du Conseil des sages de la laïcité, si cher à Jean-Michel Blanquer.
- 3. « InterClass' journée à l'École nationale de police de Sens », compte Youtube de France Inter, 5 juil. 2017.
- 4. « Nous leur apprenons à identifier une source, à vérifier une information, à distinguer le factuel de l'opinion, l'anecdotique de l'essentiel, à différencier un fait brut et une information, un son brut et un son monté. Nous leur enseignons la notion d'angle, la nécessité de faire des choix, d'où la possibilité de traiter un sujet différemment selon ľaxe choisi. »
- 5. « Quand les médias rééduquent les lycéens », Le Monde diplomatique, fév. 2020.
- 6. « Surinformés ou désinformés? Les ados à l'heure du complot. », France Inter, 3 janv. 2016.
- 7. « Fake news: "On ne sait pas très bien comment mesurer leurs effets" », La Revue des médias, Ina.fr, 12 avr. 2019.

craint que non. Comme l'écrivait Sophie Eustache dans Manière de voir, face aux « théories du complot », « la prolifération des fake news [serait] devenue le schème explicatif de tous les comportements jugés déviants ou immodérés⁸ ». Et d'ajouter, en rapportant un échange avec Amandine Kervella, maîtresse de conférences et chercheuse à l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse: le postulat dominant est que « les classes populaires seraient plus sensibles aux effets des médias et auraient des pratiques médiatiques plus dangereuses. Pourtant, rien ne valide cette représentation⁹. »

COMPRENDRE LA « DÉFIANCE », VRAIMENT?

Un autre constat porte sur la « défiance » des élèves à l'égard des grands médias. Emmanuelle Daviet en fait état à de multiples reprises, pointant une « franche hostilité à l'égard de la presse » et une « critique du traitement éditorial de leur quartier [...] également cinglante ». Dans le troisième chapitre du livre, on peut lire quelques exemples de propos tenus par les élèves:

- « Quelle image les médias donnent-ils des jeunes? »
- « Ils nous prennent pour des racailles »
- « Ils donnent une image mauvaise et grossière, ils se contentent de ce qu'ils voient, mais tous les jeunes ne sont pas comme ça »

[...]

- 8. « "Désinfox", embarrassant miroir », Manière de voir, nº 172, août-sept. 2020. 9. « Quand les médias
- rééduquent les lycéens », art. cit.
- 10. La Banlieue du « 20 heures » - Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique, Agone, 2013; Les pauvres préfèrent la banlieue, Michalon, 2010.



™Beaucoup d'élèves sont donc dans des schémas de pensée fondés sur la défiance."

- « Quelle image les médias donnent-ils de ton quartier, de ta ville?»
- « Les médias donnent une très mauvaise image de mon quartier, comme quoi c'est dangereux et que c'est un quartier sensible, alors qu'on ne vit pas dans le danger. »

Ces réponses « terribles » selon E. Daviet, « il faut réellement les entendre ». Elle poursuit et insiste: Elles imposent à tous les journalistes, qu'ils exercent en presse écrite, en télé ou en radio, de s'interroger. S'interroger sur ce qu'ils donnent à voir et entendre de cette jeune génération qui grandit en banlieue et qu'ils enferment dans des schémas journalistiques en reproduisant des représentations réductrices des habitants, contribuant ainsi à l'intériorisation de cette stigmatisation. Dans l'opinion publique, le mot « banlieue » est associé au ghetto, aux communautés, aux ségrégations, à la délinquance, la criminalité, la drogue, la prostitution, les armes à feu.

Une porte ouverte à la critique du journalisme? Emmanuelle Daviet va jusqu'à pointer des « pratiques, hautement contestables, [qui] s'avèrent contre-productives, réductrices de sens et portent en germe la défiance légitime à l'égard du travail des journalistes [...]. Il y a aussi un réel travail critique à entreprendre du côté des rédactions pour remettre en question des pratiques. » La journaliste rappelle également les travaux plus critiques du sociologue Jérôme Berthaut concernant le traitement médiatique des « banlieues », ainsi que ceux de l'éducateur Étienne Liebig¹⁰.

Mais on déchante rapidement. D'abord, en la voyant attribuer ces (mauvaises) pratiques principalement... aux chaînes d'info. Certes en bonne place, ces dernières sont pourtant loin de pouvoir revendiquer l'exclusivité des « schémas journalistiques » contribuant à reproduire « des représentations réductrices [et stigmatisantes] des habitants » – rappelons d'ailleurs que le travail de Jérôme Berthaut, par exemple, porte sur l'équipe du 20 h de France 2, soit la plus grosse fenêtre d'information générale de la chaîne de service public. Et surtout, on est en droit de se demander ce que devient, à l'antenne, une profession de foi affirmant (à juste titre) que la critique du journalisme « s'impose » aux professionnels. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que ni la rédaction de France Inter, ni le médiateur de Radio France (soit Emmanuelle Daviet elle-même!) ne se montrent particulièrement disposés à « réellement entendre » les critiques, et encore moins à « entreprendre » un « réel travail » à leur propos. En lieu et place, on retrouve plutôt d'innombrables séquences d'autosatisfecit, prêchant le « Circulez, il n'y a rien à voir ». Pour ne citer que des cas récents, on rappellera tout de même l'épisode de la fausse attaque de la Pitié-Salpêtrière ou le fiasco Dupont de Ligonnès¹¹.

En définitive, à l'instar d'une grande partie de ses confrères et consœurs, Emmanuelle Daviet se livre à une analyse rapide et réductrice de « la défiance » des élèves. Car « au-delà des considérations à l'égard des pratiques journalistiques », rapidement balayées, la journaliste tranche: Nous sommes face à des élèves qui, selon ce que nous rapportent les enseignants, « ne comprennent pas tout simplement ce qui se dit dans les médias ». Ce constat, nous le dressons nousmêmes, par la suite, lors des séances de travail. [...] Conséquence: la pensée paranoïaque, sim-

plificatrice et aisée à s'approprier s'avère ultra-séduisante [...] et beaucoup d'élèves sont donc dans des schémas de pensée fondés sur la défiance.

Et dire que dix pages plus tôt, Emmanuelle Daviet pointait chez les élèves le « biais de confirmation d'hypothèse » et les « biais cognitifs12 » dont elle attribue, comme d'autres, principalement la responsabilité... aux usages numériques et aux réseaux sociaux!

UNE (RÉ)ÉDUCATION AUX MÉDIAS « LÉGITIMES »?

Il est assurément souhaitable que les conditions de travail des journalistes et les conditions de fabrication de l'information soient connues. Assurément. un travail d'éducation à l'évaluation des sources et à la vérification de l'information est nécessaire et souhaitable. Mais pour en faire quoi? Dans sa « lettre de mission », la directrice de France Inter Laurence Bloch donne quelques pistes:

Pour restaurer le dialogue entre les médias traditionnels et la jeunesse, France Inter a choisi de s'engager sur le terrain de l'information avec des adolescents qui entretiennent à l'égard des médias de la méfiance, adhèrent facilement aux théories du complot et ignorent bien souvent ce qu'est une information et ce qu'est le métier de journaliste.



En conclusion de l'un des chapitres, on lit également cette citation d'élève: « Grâce à InterClass', on sait reconnaître une source fiable: c'est une source de journal connu. » Éducation critique aux médias, ou réhabilitation de l'image des grands médias dits « légitimes »? Emmanuelle Daviet prolonge l'idée:

Ce qui fait le succès d'InterClass', c'est bien sûr aussi le regard positif que les élèves arrivent peu à peu à poser sur les journalistes et les médias. Ils apprennent progressivement, tout au long de l'année scolaire, à déconstruire l'image négative et stéréotypée qui était la leur en début d'année.

À voir la question de la « défiance » ainsi appréhendée – c'est-à-dire sur un terrain principalement « moral » - on est en droit de s'interroger sur les réelles finalités de cette « éducation aux médias ». Cette « éducation au média par le média », en l'occurrence ici France Inter, aurait-elle vocation à promouvoir cette antenne auprès d'adolescents dont Emmanuelle Daviet précise en début d'ouvrage qu'ils ignorent bien souvent son existence? Cette « éducation aux médias » ne ressemble-t-elle pas davantage à un plaidoyer pro domo, chargé de réhabiliter les médias dominants, leur fonctionnement, les pratiques journalistiques qui y ont cours... et jusqu'aux normes dominantes « acceptables »

- 11. Lire, sur le site d'Acrimed, « France Inter: l'impossible mea culpa sur la Pitié-Salpêtrière » (8 mai 2019), « Dupont de Ligonnès. Jour 2: l'autocritique médiatique n'aura pas lieu » (18 oct. 2019). Voir aussi « Gilets jaunes: Sonia Devillers défend Radio France et élude la critique des médias » (21 mai 2019).
- 12. Dont l'auteure rappelle la définition donnée par Wikipédia, soit un biais « qui consiste à priviléaier les informations confirmant ses idées préconçues ou ses hypothèses et/ ou à accorder moins de poids aux hypothèses et informations jouant en défaveur de ses conceptions ».

13. Pour n'évoquer que le seul cas du « journalisme de préfecture », lire, sur le site d'Acrimed, « Les sources de France Info: de la police à la préfecture en passant par le Parquet » (16 fév. 2021) ou « Médias et violences policières: aux sources du "journalisme de préfecture" » (25 mars 2019). 14. « "L'éducation aux

- médias et à l'information", un objet à inventer », 8 déc. 2019.
- 15. Lire « Le Pouvoir des médias », Médiacritiques nº 27, avr.-juin 2018, p. 27.

médias dominants, valider les pratiques «légitimes» qui y ont cours.

Amener les élèves aux

pour « bien s'informer »? Dans l'article du Monde diplomatique précédemment cité, la chercheuse Amandine Kervella le soulignait:

Il existe une norme implicite selon laquelle les bonnes pratiques consistent à lire des titres traditionnels comme Le Monde. Cette « bonne manière » de s'informer, qui est celle de la bourgeoisie, structure les représentations et n'est pas remise en question. Dès lors, on peut avoir l'impression que les journalistes cherchent à ramener les jeunes vers les médias dominants, avec tout ce que ça comporte de rééducation et de violence symbolique.

Amener les élèves vers les médias dominants, mais également, disions-nous, valider les pratiques dites « légitimes » qui y ont cours. C'est en tout cas ce que laissent supposer ces propos d'élève rapportés, dûment sélectionnés par Emmanuelle Daviet tant ils ont dû lui procurer la satisfaction du devoir accompli: Ma vision des journalistes avant InterClass' n'était pas forcément positive. J'avais l'impression qu'ils donnaient une image négative de nous, les jeunes de Saint-Denis. Mais InterClass' nous a permis de montrer qui on était vraiment, que nous aussi on pouvait travailler et faire de belles choses. Ce qui m'a le plus marquée, c'est ma rencontre avec Bernard Cazeneuve à France Inter. Il nous a parlé. Je ne m'attendais pas à le voir, à ce qu'il s'assoie en face de nous et nous parle naturellement. Il nous a dit qu'il viendrait dans notre collège, et finalement c'est nous qui sommes allés au ministère de l'Intérieur. On a tous une manière de penser différente, et on doit tous pouvoir l'exprimer.

À la lecture de ce témoignage, on est curieux de savoir comment ont été approchées – de manière à « développer l'esprit critique » — la question des « angles légitimes » d'une part, et celle des sources institutionnelles d'autre part¹³...

Faut-il le préciser? Loin de nous l'idée de prôner une « éducation aux médias » qui véhiculerait, couteau entre les dents, une « image négative » des journalistes, une condamnation sans appel et sans nuances des médias traditionnels, ou un refus systématique des « sources » dites « officielles ». Les grandes lignes d'une « éducation critique aux médias » auxquelles nous adhérons sont d'ailleurs consultables sur le site d'Acrimed, notamment dans le compte rendu de notre entretien¹⁴ avec la rapporteure de l'avis « L'éducation aux médias et à l'information au défi des mutations du monde des médias » (CESE). En revanche, l'éducation aux médias telle qu'exposée par Emmanuelle Daviet a de quoi interroger. En particulier quant au développement de « l'esprit critique » que cette dernière prétend développer chez les élèves, lorsque préjugés et absence d'autocritique (un tant soit peu consistante) caractérisent le programme dont elle se fait la porte-parole.

Notamment, la compréhension réelle de la « défiance » à l'égard des médias dominants (recouvrant un ensemble de critiques dont Emmanuelle Daviet gagnerait sans doute à affiner le diagnostic) semble dans l'impasse. Quant aux critiques portant sur les pratiques journalistiques et sur la structuration du champ médiatique, elles semblent bien vite mises de côté dans le déploiement du programme « InterClass' ». Si Emmanuelle Daviet a (tout de même) pris le soin d'intégrer la référence à quelques travaux scientifiques, la sociologie critique n'est pas convoquée pour mieux comprendre les différents « pouvoirs » qu'exercent les grands médias15 et, partant, les systèmes de domination qu'ils contribuent à reproduire. Et encore moins évoquée comme un moyen de transformer les médias, pour une meilleure information. L'objectif reste d'abord et avant tout de « rétablir la confiance » avec les médias traditionnels, tels qu'ils (dys)fonctionnent.

On peut penser à la « résistance à l'objectivation » (Pierre Bourdieu) dont font preuve les journalistes vis-à-vis de leur propre pratique: le ver n'était-il donc pas déjà dans le fruit dès la conception même du programme? Sans présager des effets sur les élèves, et sans dénigrer l'ensemble du travail, également fourni par les professeurs, il nous faut néanmoins observer et, le cas échéant, critiquer cette éducation aux médias institutionnalisée. En particulier lorsque le service public revendique un « acte politique », et se soucie d'agir sur le terrain politique et social (actuellement hautement miné) que sont... « les valeurs de la République ». Comment imaginer qu'une telle « éducation » puisse s'affranchir du rôle assumé par les grands médias qui la portent: le maintien de l'ordre social?

TES TEURY DE TEUR

Horizontalement

- 1. Trop de médias en dépendent.
- Les propriétaires de médias en possèdent beaucoup. Site d'actualité sur le football.
- Pour un porte-parole? Le parti d'un Brésilien peu aimé des médias. Réponse aux boomers.
- 4. Selon Léa Salamé, « tout le monde rêve de savoir » si Carlos Ghosn a voyagé dedans. La mémoire du PAF.
- 5. Réunion d'auteurs.
- Manifester vous y expose, couvrir une manifestation aussi. Le terme convient à la plupart des propriétaires de médias.
- 7. Comme la distribution de la parole dans un débat médiatique.
- 8. On s'y forme au journalisme à Cannes ou à Lannion. Un journal peut les boucher!
- 9. Débit sur une chaîne en continu.

1 11 111 11V V V1 V11 V111 1X 2 3

Verticalement

- I. Récompense pour journaliste servile.
- II. Radio coupée. Pas off.
- III. Grand bienfaiteur des médias, combattant acharné de toutes les censures.
- IV. Sigle de droite. Pour Lire Pas... Les journalistes embedded montent dans leurs jeeps.
- V. A longtemps servi la soupe à 13 heures.
- VI. Groupuscule qui bloque la France. Plateforme de VOD des groupes TF1, M6 et France Télévisions.
- VII. Comme Bruno Jeudy, tourne autour de Jupiter. L'alpha et l'oméga de Bolloré.
- VIII. Mord et vrombit comme un éditocrate en furie.
- IX. Sa longévité est un inquiétant symptôme.

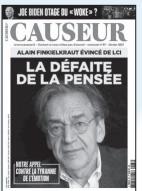












HÉRITAGE HALLYDAY

LES SECRETS DE LA BELLE-FAMILLE

MMOBILIER
TOUS LES PRI
DANS 500 VIL

Le plus médiatique des philosophes médiatiques

Lequel de nos grands penseurs contemporains a fait le plus de passages médiatiques (interview, éditos, tribunes...) entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2021*?



- le grand vainqueur tient une chronique hebdomadaire dans *Le Point* (il dirige aussi la revue *La Règle du jeu*);
- le deuxième anime des « entretiens philosophiques » sur Arte (non recensés ici), et participe chaque semaine à une émission sur LCI;
- le troisième est éditorialiste à Challenges;
- le quatrième est cofondateur de la revue Front populaire;
- le dernier anime une émission chaque samedi matin sur France Culture (non recensée ici).

*Comptage aussi exhaustif que possible, mais on a peut-être raté des trucs.





















Le plus macroniste des hebdomadaires

Depuis son élection en mai 2017 et jusqu'au 31 mai 2021, classez ces hebdomadaires en fonction du nombre de fois où Macron est en Une, et trouvez le plus macronolâtre, qui a célébré son idole plus de 50 fois en 4 ans!



 Paris Match
 • 20 fois

 L'Express
 • 10 fois

 L'Obs
 • 23 fois

 Le JDD
 • 54 fois

 Le Point
 • 29 fois













Quel téléspectateur êtes-vous?

1. Pour vous, les dimanches devant un écran, c'est:

- « Vivement dimanche » parce que Michel Drucker est gentil et souriant.
- Un documentaire déniché sur Internet: Chomsky, les médias et les illusions nécessaires.
- Δ Un débat pluraliste sur Arte entre deux pointures, comme Laurent Joffrin et Jean Quatremer.
- □ Éric Zemmour qui reçoit Michel Onfray, parce que le parler vrai ça soulage.



2. Pour animer un débat politique, vous êtes plutôt...

Δ Yann Barthès, parce qu'il est indépendant.

- ◆ Alain Duhamel, parce qu'il est calme et poli avec les invités.
- □ Il y a plein de jeunettes pas mal sur les chaînes d'info, mais on ne peut pas laisser ça à une femme, donc Pascal Praud.
- Contre ces débats qui dépolitisent la politique...

3. Avec quel animateur télé aimeriez-vous dîner?

- □ Sonia Mabrouk, parce qu'elle a des convictions.
- ◆ David Pujadas, parce qu'il est toujours bien peigné.
- Δ Léa Salamé parce qu'elle a tout, le talent, la grâce, les valeurs, la déontologie, etc., etc.
- Pfff...

4. Pour vous, la publicité à la télévision:

- ◆ C'est moins bien que quand c'était les réclames.
- C'est des euros dans les poches des milliardaires.
- □ C'est du mondialisme dégénéré: il n'y a pas assez de produits français.

 Δ Elle n'est pas assez inclusive.

5. Chez vous, la télévision est dans quelle pièce?

- □ Dans ma chambre, face à mon lit, sous le portrait du Maréchal.
- ◆ Dans le salon, face au canapé, entourée de bibelots.
- Δ Elle est cachée dans le petit salon de l'aile droite du manoir.
- Dans mon bureau pour pouvoir faire des observations pour Acrimed.

6. Un slogan pour la télévision aujourd'hui:

- □ « Merci pour tout! »
- ♦ « C'était mieux avant! »
- « Les médias mentent! »

Δ « Vive le CSA! »

7. La série que vous regardez en ce moment:

 Δ Engrenages et À la Maison Blanche.

- ◆ *L'inspecteur Derrick*.
- □ NY Section criminelle, NY Unité spéciale, NY Police judiciaire, Les Experts Manhattan et Les Experts Miami.
- En ce moment, rien, j'ai trois *Médiacritiques* de retard.

8. Faut-il changer le statut de la chaîne TF1?

- □ Non, il faut le consolider en la vendant à Vincent Bolloré.
- ◆ M. Bouygues est quelqu'un de bien, il ne faudrait pas lui faire de peine.
- Δ Pour renationaliser? L'Union soviétique n'existe plus!
- Pour renationaliser? Évidemment, mais pas pour refaire France Télés: plutôt un vrai service public, contrôlé démocratiquement, adossé à un tiers-secteur, et correctement financé.

Vous avez surtout des ◆

Vous êtes nés sous de Gaulle (ou avant). Pour vous, l'ORTF c'était la panacée. Vous regrettez les longues tirades sans interruptions du ministre de l'Information Alain Peyrefitte, les interviews complaisantes de Jean-Pierre Elkabbach et « Intervilles » présentée par Guy Lux. Vous lisez aussi le même titre de la presse régionale que votre grand-père, Paris Match comme votre mère et avez déchiré votre carte d'électeur après la défaite de François Fillon en 2017.

Vous avez surtout des □

Vous êtes d'une droite décomplexée, assumée, qui aime les militaires, les patrons et l'ordre. Vous regrettez que CNews ne soit pas une chaîne payante car vous aimeriez la soutenir financièrement comme vous le faites généreusement pour Valeurs actuelles, un journal qui vous a réconcilié avec la grande presse depuis qu'il assume une ligne éditoriale authentiquement patriotique. Vous connaissez par cœur les blagues de Bigard, Marine Le Pen vous semble parfois un peu timorée et vous pensez qu'Éric Zemmour et Eugénie Bastié feraient un joli couple.

Vous avez surtout des Δ

Électeur de gauche de toujours, jusqu'à suivre Manuel Valls à LREM, vous êtes tourné naturellement vers les valeurs de solidarité, et vous pensez contre vous-même. Vous êtes gentil mais intransigeant lorsque l'ordre républicain est en cause. Vous regardez peu la télévision, sauf les JT, les émissions de débat et d'info parce qu'il n'y a que là qu'on peut encore entendre des gens qui ont une certaine surface intellectuelle, et puis aussi les séries américaines sur Netflix® et le service public, et également les documentaires de voyages, parce qu'il faut bien se détendre. Passionné par l'Autre, amoureux des grands paysages, vous passez d'ailleurs trois semaines chaque année en Polynésie ou aux Maldives.

Vous avez surtout des •

Électeur de gauche de toujours, vous êtes désemparé par la conjoncture politique et atterré par l'état du débat public. Vous n'avez jamais été un grand fan de télévision, mais vous êtes consterné par son évolution au cours des dernières décennies: avec le développement des bouquets de chaînes payantes puis gratuites, avec la TNT, vous avez assisté à la marchandisation toujours croissante des programmes de divertissement, avant que l'information ne subisse l'influence délétère des chaînes d'info en continu. Adhérent d'Acrimed, vous avez tendance à penser que cet état de fait ne risque guère de changer tant que les partis de gauche ne prendront pas la question des médias pour ce qu'elle est: une question politique essentielle.



n° 4: L'Obs, n° 5: Paris Match. n° 1: le JDD, n° 2: L'Express, n° 3: Le Point, Hebdomadaires macronistes

de vitesse. nº 5: Alain Finkielkraut. — 10 passages: en perte plus rien dire. no 4: Michel Ontray. — 23 passages: il ne peut moins glamour, mais il a fait son trou. nº 3: André Comte-Sponville. — 36 passages: loup qui monte, qui monte... no 2: Kaphaël Enthoven. —38 passages: le jeune soit une moyenne de 10 tois par mois: joli! nº 1: Bernard-Henri Lévy.— 51 passages recenses,

Philosophes mediatiques

Н		Ъ	0	1	S	Ν	0	Ν
Э	Μ		Τ	Λ	-			0
A		Э	٦	A	9	3	Ν	-
В	A	В	A	N		В	-	Τ
В			S	Я	U	0		0
A	N	-		3	٦	٦	A	М
К	0		Τ	Ь		٦	В	0
٦	A	0	9		В	0		В
3	Ι	1	C	1	٦	В	U	Ь

À JACQUES BOUVERESSE, ACRIMED RECONNAISSANT

hilosophe majeur récemment disparu, Jacques Bouveresse était aussi un observateur impitoyable des mœurs intellectuelles de son pays et un infatigable contempteur de ses prodiges médiatiques. Hommage que le vice rend à la vertu, les grands médias n'ont pas manqué de souligner le dégoût qui était le sien face aux compromissions et aux dysfonctionnements d'un certain journalisme, notamment culturel. Qu'il nous soit permis de saluer à notre tour et à notre manière sa mémoire, en rappelant les fondements de sa critique d'un système médiatique qui laissait surtout entrevoir ce que pourrait être un univers aux pratiques mieux contrôlées, et partant, plus démocratiques. Il trouvait en effet, comme l'un de ses héros intellectuels, Robert Musil, que « ce qui est douloureux, c'est le contraste entre ce que la presse est et ce qu'elle pourrait être ». À rebours de tous les « intellocrates » de salon en manque de visibilité et de tous les journalistes en mal de scoops, le fin connaisseur du satiriste autrichien Karl Kraus qu'était Bouveresse en avait d'abord après le primat de la logique de l'audimat, « Dieu caché de cet univers qui règne sur les consciences », comme l'écrivait son ami Pierre Bourdieu dans Sur la télévision. Récusant l'idée reçue selon laquelle succès et omniprésence médiatiques sont nécessairement gages de profondeur, il eut maintes occasions de déplorer qu'en matière de choses intellectuelles, « les médias viennent toujours au secours du succès », consacrant les déjà-consacrés et délaissant tout ce qui, plus difficile d'accès au premier abord,

mériterait d'être découvert et mis en lumière.

Peut-on à la fois courir après le confort matériel sinon la richesse ostentatoire tout en restant intransigeant et incorruptible dans sa quête de vérité? À cet égard, l'avènement de quelques « nouveaux philosophes » qui choisirent de contourner le jugement de l'Université et de la science pour aller s'abriter sous le parapluie douillet de médias complaisants voire complices et d'un système capitaliste auquel ils n'avaient rien à redire fut désastreux tant il contribua à inverser et à confondre les valeurs.

Là fut peut-être le plus grand combat de Bouveresse et la cause de son plus grand scepticisme: les journalistes-intellectuels (ou intellectuels-journalistes...) peuvent-ils exercer correctement leur profession quand la notion même de vérité semble malmenée, voire purement et simplement congédiée? Rapportée au monde journalistique, l'information approximative et l'inconstance dans le jugement prend le plus souvent la forme de « l'amnésie journalistique », véritable tare du milieu. Ainsi, le philosophe ne s'habitua jamais au fait que la vérité du jour puisse contredire celle de la veille ou du lendemain, ce dont les médias nous donnent malheureusement des exemples quotidiens. Comme il le résumait fort bien, « pour les journaux, il peut y avoir des fautes contre l'actualité – la faute c'est de n'avoir pas parlé de ce qui était actuel; ce n'est jamais d'avoir écrit quelque chose qui n'est pas vrai, d'avoir écrit contre la vérité ». La formule « qu'ils méprisent, pourvu qu'ils lisent » lui semblait caractériser parfaitement l'attitude régnant dans les chefferies éditoriales, toujours plus soucieuses de visibilité que de vérité. C'est pourquoi il s'insurgea avec la dernière force contre « la journalisation de la pensée et de la vie » dont parlait encore Kraus.

Si Bouveresse – auteur aussi prolifique qu'exigeant – lutta sans relâche contre tous les faiseurs, les imposteurs et les

dont parlait encore Kraus. Si Bouveresse – auteur aussi prolifique qu'exigeant – lutta sans relâche contre tous les faiseurs, les imposteurs et les fausses valeurs intellectuelles comme journalistiques, c'est qu'il en voyait chaque jour un peu plus les effets délétères sur la vie démocratique. Et le fait que ses protestations ô combien légitimes furent très peu entendues et suivies démontre encore la pertinence de sa critique... et l'urgence de la perpétuer. Car il ne faut pas s'y tromper: s'il était intraitable à l'égard de la grande presse et plus généralement des grands médias, il ne voulut jamais les abolir; bien au contraire, il continuait avec quelques autres, notamment au Monde diplomatique, dans notre association et ailleurs, à croire à la possibilité d'un monde médiatique meilleur, débarrassé des bavardages, du copinage et du matraquage. Conscient néanmoins de l'ampleur de la tâche, il s'en remit très tôt à la satire, dans le droit fil d'auteurs et artistes qu'il admirait tels que Hogarth, Lichtenberg, Kraus ou encore Musil, seul remède, peut-être, quand la critique sérieuse, rationnelle et étayée semble décidément impuissante. Que faire, en effet, quand « la presse se présente et se perçoit volontiers comme un contre-pouvoir face aux abus de pouvoir de tous les autres pouvoirs mais ne se vit ni ne se pense comme un pouvoir »? Il faut plus que jamais relire ses analyses sans concession du milieu intellectuel et journalistique, dans Schmock, ou le Triomphe du journalisme ou Prodiges et Vertiges de l'analogie. On se reportera également avec profit à l'entretien qu'il a donné à Hors-Série (« La démocratie contre la presse », 19 juil. 2014) ou au film de Gilles L'Hôte Les Intellectuels et les Médias (2008).

DEMORAND CONTRE QUATENNENS: UN EXERCICE DE DÉPOLITISATION

Jeudi 15 avril 2021, le député de La France insoumise Adrien Quatennens était l'invité de Nicolas Demorand dans la matinale de France Inter: l'occasion pour l'animateur de déployer toute sa palette de roquet de service, en éclipsant systématiquement les débats de fond au profit du petit jeu politique.

éputé pour ses vilenies épisodiques – comme lors du renvoi du chroniqueur Miguel Benasayag de France Culture ou celui de Didier Porte de France Inter¹, Nicolas Demorand se positionne toujours du côté du manche. Fervent militant politique (notamment en faveur du Traité constitutionnel européen en 2005), il est l'obligé des économistes libéraux qui se fourvoient (comme Daniel « la crise financière est terminée » Cohen) et des intellectuels mondains (comme Bernard-Henri Lévy ou Olivier Duhamel, avec qui il a codirigé une collection au Seuil et partagé de nombreux combats²). Il est aussi connu pour sa gestion calamiteuse de Libération – conspué par les journalistes, il avait dû démissionner et quitter les lieux en rasant les murs3.

Mais le mercenaire Demorand (France Culture, France Inter, Europe 1, France 5, Libération...) est surtout célèbre pour son arrogance lorsqu'il interviewe des invités qu'il méprise: teigneux face à Dominique Voynet, qui tente de lui opposer des analyses de fond quand il l'interroge sur la tactique politique. Ses hoquets (faussement) impertinents sont également sa marque de fabrique, comme lorsqu'il coupe à cinq reprises Jean-Louis Debré par un ridicule « c'est dommage, non? », ou bien lorsqu'il répète quatre fois « vous allez bloquer la France » à Philippe Martinez. Connu



enfin pour sa nonchalance et sa morgue - il faut revoir en vidéo l'interview de Jean-Luc Mélenchon de janvier 2011 sur Europe 14 –, Nicolas Demorand a donc récidivé ce 15 avril en recevant Adrien Quatennens.

- 1. Lire, sur le site d'Acrimed, « Benasayag viré: réactions contre la censure » (avr. 2004) et « Le bal des faux-culs sur France Inter » (juin 2010).
- 2. Dans son ouvrage Des raisons du « non » paru en 2005, Olivier Duhamel rappelle le rôle central qu'a joué France Culture dans la bataille pour le « oui », et en particulier le « fabuleux soutien des amitiés nées dans cette aventure » au premier rang desquelles celle de... « Nicolas Demorand ».
- 3. Lire sur Acrimed « Libération, mode d'emploi (2): une dérive managériale et une déroute commerciale » (déc. 2013).
- 4. Lire sur Acrimed « Les Verts aux médias: "Il y en a ras-le-bol" » (janv. 2007); « Un sketch de Nicolas Demorand » (oct. 2008); « Réforme de la SNCF (4): les matinales radio à l'unisson contre la grève » (mars 2018); « Jean-Luc Mélenchon, invité dans la salle d'interrogatoire de Nicolas Demorand » (janv. 2011). La vidéo est disponible sur le compte Youtube d'Acrimed.



Pour lui – comme pour la plupart des journalistes politiques –, l'élection présidentielle est un jeu politicien où s'entremêlent tactique, sondages et arrangements. Et tout au long de cet entretien, Demorand va garder un cap: décrédibiliser la France insoumise, son candidat et l'invité du jour, en évitant soigneusement tout enjeu de fond.

CUISINE POLITIQUE

Aucune des questions posées par Nicolas Demorand à Adrien Quatennens ne porte sur les enjeux politiques de la crise sanitaire ou de la situation sociale: chacune de ses interventions relève de la cuisine politique⁵. L'animateur aborde « la réunion des partis et mouvements de gauche qui aura lieu samedi ». Puis il se vante: « Tout est parti d'ici, du studio de France Inter: c'est Yannick Jadot qui avait proposé aux leaders écologistes et de gauche de se mettre autour d'une table. [...] Qui va représenter la France insoumise Adrien Quatennens et pour défendre quelle ligne? »

La question posée n'est que la première d'un long réquisitoire au leitmotiv bien calibré: proposer un seul candidat à gauche et, en sous-texte, retirer la candidature de Mélenchon. « La gauche est extrêmement divisée, et alors? Face à ça, Adrien Quatennens? » Et Demorand d'enchaîner: « Sur le plan intellectuel et politique: quelle est votre divergence radicale, ontologique, avec les autres mouvements de gauche qui entendent travailler au progrès social et à l'écologie? » Puis il apporte sa propre réponse en terminant la « question »: « Quel est le clivage majeur entre vous si ce n'est que vous avez déjà un candidat, Jean-Luc Mélenchon, et qu'il n'a pas l'intention, sauf

erreur de ma part, de jeter l'éponge?» Et rien ne semble le satisfaire tant il insiste: « Pourquoi ce qui est possible dans les Hauts-de-France [une candidature unitaire à gauche] ne l'est pas en France?»; « Avec Anne Hidalgo ou Julien Bayou, pouvez-vous ou ne pouvez-vous pas travailler? Sont-ils des adversaires ou des partenaires?» Et de justifier ses obsessions sur le dos des auditeurs, « nombreux déjà à poser la question », ou en feignant la naïveté: « Ce n'est pas une question vicieuse! Ce n'est pas une question vicieuse! C'est juste pour comprendre. » Avant de caricaturer les réponses de l'interviewé pour mieux le disqualifier: « Et donc vous dites, ce n'est pas l'union qui fait la force, [...] c'est la division qui fait la force. »

Puis, à la dixième minute, deux questions d'auditeurs triées par Demorand vont dans le même sens: « Je voulais demander à M. Quatennens si le front républicain aux prochaines présidentielles ne devrait pas se faire au premier tour, dès le premier tour? »; « Je suis ferme là-dessus, je ne voterai pour la gauche qu'unie au premier tour. Sinon, je fais dès le premier tour barrage au Front national donc je vote pour Emmanuel Macron. » Dans ces conditions, il est difficile pour un élu de l'opposition de développer un point de vue contraire aux positions dominantes. En cadrant ainsi la discussion, Demorand ferme les portes à toutes les propositions que pourrait avoir son invité.

SONDOMANIE

Utilisé à toutes les sauces, le sondage pimente la cuisine politicienne. À l'instar d'un Alain Duhamel ou d'un Jean-Michel Aphatie, Demorand adosse son entretien à la lecture de sondages aux résultats illusoires. Pour mémoire, lors des enquêtes effectuées en mars-avril

- 5. À plus des deux tiers de l'interview, on note toutefois une question sur la situation sanitaire... mais qui porte sur le calendrier de réouverture des cafés, restaurants, lieux culturels, etc. Puis, une opposition de Demorand au sujet du vaccin russe. La seule réelle question de fond intervient une minute trente avant la fin et concerne la relance économique aux États-Unis.
- **6.** « Faux et usages de faux: les hypothèses de second tour », Observatoire des sondages, 14 avril 2021.
- 7. Exemple récent: Édouard Philippe, maire du Havre certes ce n'est pas La Paz invité le 7 avril, était bien présent à Radio France et non en visioconférence pour faire la promotion de son dernier livre...



2016 concernant l'élection présidentielle de 2017, Alain Juppé était systématiquement donné en tête au premier tour devant Marine Le Pen. Et François Fillon et Benoît Hamon, finalement candidats des Républicains et du Parti socialiste, n'étaient même pas envisagés dans les hypothèses des journalistes sondomaniaques.

Ce 15 avril donc, l'animateur de France Inter utilise l'argument implacable des mauvais scores dans les sondages pour délégitimer la candidature de Jean-Luc Mélenchon: « Quand on voit les différents candidats de gauche testés dans différents sondages ces dernières semaines, tous ces candidats marquent un important retard sur Emmanuel Macron et Marine Le Pen dans la perspective de 2022. » Puis il enfonce le clou en citant « Frédéric Dabi, le sondeur: "L'espace politique et le potentiel électoral de la gauche n'ont jamais été aussi faibles sous la V[®] République entre 26 et 28 %." Vous êtes coordinateur de la FI, quelle analyse faites-vous de cette faiblesse extrême de la gauche, un an avant l'élection présidentielle?» Enfin, au moment d'achever l'entretien, Demorand tente de déstabiliser Quatennens: « Merci Adrien Quatennens. Beaucoup d'auditeurs vous rappellent que dans le sondage JDD au second tour, Jean-Luc Mélenchon est le moins bien placé de tous les candidats possibles face à Marine Le Pen (60/40) et vous demandent de réagir. Je répercute les questions, hein! » Passons sur l'audace légendaire de Demorand, préférant une nouvelle fois se cacher derrière les questions d'auditeurs pour justifier son interview à charge, et interrogeons-nous sur l'usage douteux de ce sondage.

Comme le rappelle l'Observatoire des sondages⁶, « la Commission des sondages invitait [en 2008] explicitement les sondeurs à proscrire les hypothèses de second tour en contradiction avec les résultats des premiers tours, pratique qualifiée de manipulation de l'opinion ». De plus, dans un texte publié avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2007, la Commission des sondages « rappelle qu'il serait dans l'idéal préférable d'attendre les résultats définitifs du premier tour pour réaliser [des sondages pour le second tour] ». Et de préciser: « Dans le cas d'une publication dès avant le premier tour d'un sondage de second tour, les instituts, s'ils ne publient qu'une hypothèse de second tour, doivent publier celle qui oppose les deux candidats qui arrivent en tête du sondage "premier tour". Cela étant, la commission recommande, lorsque les scores établis pour le premier tour sont suffisamment proches pour que, compte tenu des marges d'incertitude qui les affectent, l'identité des candidats qualifiés pour le second tour soit incertaine, que soient testées et publiées plusieurs hypothèses de second tour. » Dans le cas présent, Mélenchon est bien loin d'un hypothétique accès au second tour et, comme le dit Adrien Quatennens, « avant le second tour, il y a un premier tour ».



Pour conclure, citons cette pépite, car Demorand ne recule devant aucune arme de disqualification: « C'est donc Éric Coquerel qui assistera à la réunion [de la gauche, samedi 17 avril], pas Jean-Luc Mélenchon. Question de Marjorie sur l'application Inter: "Peut-on justifier la présence de Jean-Luc Mélenchon en Amérique du Sud en pleine épidémie alors que les Français sont confinés et qu'ils n'ont pas le droit de voyager à plus de 30 kilomètres de chezeux?"» Et d'ajouter, l'air de rien: « Énormément de questions là-dessus aussi hein! Énormément. » La justification de Quatennens ne lui suffit pas et il ajoute: « Tout le monde a de bonnes raisons de voyager, Adrien Quatennens, si ce n'est qu'on ne le fait pas, vu qu'il y a une pandémie et que les frontières sont fermées. Il y a des visioconférences... » Question peut-être légitime, mais qu'il n'a posée à aucun de ses invités précédents qui sont allés au-delà des 30 kilomètres de leur résidence7. Quatennens, agacé, s'étonne d'ailleurs que l'on ne pose pas ces questions à Jean-Yves Le Drian, en déplacement en Inde.

**

Bref, un entretien à sens unique, escamotant les questions de fond au profit du jeu politicien, et délégitimant, au passage, une candidature. Le tout en se bornant à « répercuter les questions » des auditeurs!

ISRAËL-PALESTINE : UN CHAMP DE BATAILLE MÉDIATIQUE

e 15 mai, les images ont fait le tour du monde: en quelques secondes à Gaza, la tour de 12 étages qui abritait les bureaux d'Al Jazeera et de l'agence américaine Associated Press (AP) s'est effondrée sous les bombardements israéliens. Les 11 et 13 mai avaient déjà été détruites les tours Al-Jawhara et Al-Shorouk, où siégeaient des ONG et pas moins de 21 médias selon RSF, qui a saisi la Cour pénale internationale (16 mai). Si la couverture française à ce sujet fut scandaleusement timorée, plusieurs organisations internationales de journalistes ont dénoncé des crimes de guerre. À l'instar de la Fédération des journalistes africains (FAJ), qui condamne des bombardements ciblés et brutaux visant à « masquer les crimes odieux commis par l'armée israélienne contre les civils palestiniens et à empêcher les journalistes de documenter ce qui se passe dans les territoires palestiniens » (17 mai). La Fédération internationale des journalistes (FIJ), réitérant sa solidarité avec le Syndicat des journalistes palestiniens, a également relayé un rapport de l'ONG I'LAM (Arab Center for Media Freedom, Developpment and Research) recensant les cas de journalistes « attaqués, harcelés et blessés » par les soldats de l'armée israélienne, cherchant à bâillonner le journalisme pour mieux « légitimer et crédibiliser le récit des autorités israéliennes » (27 mai). Autorités qui, en complément, ont une nouvelle fois interdit aux journalistes étrangers d'entrer à Gaza au début des opérations de Tsahal: une « violation évidente de la liberté de la presse » fondée sur des arguments «fallacieux», a dénoncé RSF (19 mai).

Le conflit impacte aussi les rédactions à l'étranger: en France, la FIJ a exigé par communiqué la réintégration immédiate à l'AFP de Nasser Abu Bakr. « harcelé [...] et licencié » par l'AFP (3 juin). L'agence française a critiqué « son engagement public dans la défense des droits des journalistes palestiniens, en tant que président du Syndicat des journalistes palestiniens ». Aux États-Unis, une journaliste de l'AP, Emily Wilder, a quant à elle été licenciée après avoir critiqué les termes biaisés de la couverture médiatique mainstream et aussitôt subi une campagne de dénigrement menée par des étudiants membres du Parti républicain sur les réseaux sociaux, exhumant son engagement pro-palestinien pendant ses études à Standford. Un licenciement dénoncé par plus de 100 journalistes de l'AP dans une lettre ouverte questionnant la « crédibilité de l'agence » (Middle East Eye, 24 mai). Et ce n'est pas le seul signe d'évolution dans certaines rédactions. Dans une autre « Lettre ouverte à propos de la couverture médiatique américaine de la Palestine » (9 juin), plus de 500 journalistes – issus pour certains des plus grands titres à travers le monde s'engagent contre le récit des médias dominants américains qui, écrivent-ils, « occulte les éléments fondamentaux de l'histoire: l'occupation militaire israélienne et son système d'apartheid ». Appelant à « mettre un terme à cette faute journalistique ayant cours depuis des décennies », les signataires insistent: « Les preuves de l'oppression systématique des Palestiniens sont accablantes et ne doivent plus être aseptisées », avant de critiquer les choix sémantiques biaisés des grands

médias, l'invisibilisation des voix palestiniennes et « la diminution considérable des reportages dès lors qu'Israël cesse ses bombardements. Au cours de ces dits temps de "paix", les Palestiniens sont ignorés, bien que les attaques et les hostilités à leur égard se poursuivent du fait de l'occupation, bien après les cessez-le-feu ». Le 14 mai, ce sont encore des centaines de journalistes, écrivains et salariés des médias australiens qui s'engagent dans une démarche similaire, en publiant une lettre ouverte et revendicative « Do Better On Palestine », à destination des éditeurs et des directions éditoriales.

Plus généralement, « The Listening Post », émission de critique des médias d'Al Jazeera, a consacré quatre épisodes à la couverture de la guerre contre les Palestiniens: un premier (15 mai) centré sur le rôle contradictoire joué par les réseaux sociaux; un deuxième (22 mai) critiquant la propagande israélienne et son relais sur certaines chaînes de télé israéliennes, notamment au moment des affrontements et manifestations dans les villes mixtes (Jaffa, Lod, Acre); un troisième (29 mai) pointant « les doubles standards des rédactions américaines », où des lignes bougent malgré tout: il est par exemple aujourd'hui admissible de parler d'« apartheid » et d'« ethno-nationalisme » pour décrire la politique d'Israël dans les territoires occupés. Le New York Times s'étant fait remarquer en publiant en Une, à la suite du Haaretz, les visages des 67 enfants palestiniens victimes du conflit. L'inflexion semble nette, et Alain Gresh en a fait état dans l'article qu'il consacre au conflit dans Le Monde diplomatique (juin 2021). Enfin, un quatrième épisode (12 juin) traite du « journalisme sous apartheid » et documente le travail d'information réalisé par de jeunes Palestiniens sur les réseaux sociaux, « de Sheikh Jarrah à Gaza».

ARRESTATION D'« ULTRA-JAUNES » **UNE INTOXICATION MÉDIATIQUE**

Une « affaire » exemplaire, à enseigner dans toutes les écoles de journalisme de préfecture.

66Notre source

policière confirme:

«Ils venaient pour

casser du flic.»59

e 18 mars 2021, la cour d'appel de Bordeaux annulait « pour des irrégularités la quasi-totalité de l'enquête visant seize personnes présentées

comme des black blocs et soupçonnées d'avoir préparé des actions violentes lors d'une manifestation de gilets jaunes à la fin de 2019. » Relayée par l'AFP, cette information est pourtant assez peu reprise; son traitement est même rachitique en comparaison de l'emballement qu'avaient,

à l'époque, suscité les interpellations et mises en examen. C'est que dans l'affaire des « ultra-jaunes » arrêtés au Bouscat (près de Bordeaux) le 7 décembre 2019, les médias s'étaient littéralement intoxiqués à leurs sources (policières).

> **AU COMMENCEMENT ÉTAIT** LA VERSION POLICIÈRE

C'est Sud-Ouest qui lance les hostilités, le 7 décembre 2019 au soir sur son site, et le lendemain dans le papier: « Seize militants de la mouvance "ultra-jaune" et "black bloc" ont été interpellés dans un "appartement conspiratif". Une enquête pour association de malfaiteurs a été ouverte. » La journaliste ne cite qu'un seul point de vue - celui de la Direction départementale de la sécurité publique de Gironde et de son directeur - et « angle » son sujet de la façon sui-

> vante: « *Un renseignement est par*peinture, des bouchons cloutés ont, notamment, été saisis. »

> > Le « scoop » de Sud-Ouest

est repris le soir même par l'AFP, puis en pleine page du Journal du dimanche le lendemain: « Un groupe d'ultragauche se préparait à viser des policiers. » Toujours un récit à sens unique, illustré là aussi par des propos du même directeur de la sécurité publique de Gironde. Le JDD explique en outre que « les enquêteurs ont découvert un atelier de confection de cocktails Molotov ».

Et le portrait des « ultras » gardés à vue continue d'être placardé. Le dimanche 8, France 3 Nouvelle-Aquitaine complète le tableau (« Les policiers découvrent aussi tout un arsenal. De quoi se défendre (gants, masque). De quoi attaquer aussi... ») et donne la parole... au secrétaire d'Alliance Nouvelle-Aquitaine. Pour conclure,

venu en fin de semaine aux policiers, qui ont su l'exploiter à temps. » Et de détailler: « Des produits chimiques, dont de l'acide, des bouteilles contenant des substances à analyser, de la

32

ses mouvances

[sic].

« notre source policière confirme: "Ils venaient pour casser du flic". Le procureur adjoint Jean-Luc Puyo insiste: "Ce n'est pas neutre d'utiliser de l'acide dans des cocktails Molotov"».

Le matin même, France Bleu Gironde y allait aussi de ses affirmations « confirmées » par la police: Ils comptaient semer la pagaille pendant la manifestation contre la précarité et contre la réforme des retraites à Bordeaux, ce samedi. Seize militants appartenant à la mouvance « ultrajaune » ont été interpellés avant de pouvoir rejoindre le cortège, confirme la police.

Sur le service public, l'information gravit les échelons, jusqu'à se retrouver dans le journal de 13h de France Inter, où l'une des deux journalistes de France Bleu se répète:

Ils découvrent un petit arsenal: des produits chimiques comme de l'acide, des liquides non identifiés ou encore des sacs de bouchons cloutés. Autant d'objets pouvant saisir à élaborer des projectiles contre les forces de l'ordre.

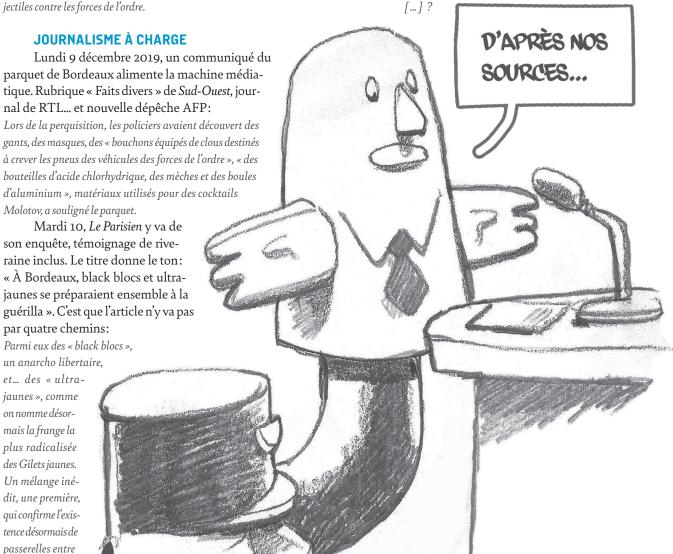
Journal d'information ou circulaire du ministère de l'Intérieur?

Et encore:

Lors de la perquisition, les enquêteurs ont découvert un « véritable atelier de confection » d'engins extrêmement dangereux, potentiellement mortels. « On n'avait jamais vu ça auparavant » confie un haut responsable policier bordelais.

Avant de se perdre en conjectures:

Le mode opératoire en dit long sur les intentions présumées des personnes interpellées. Le mélange entre l'aluminium et l'acide produit une réaction chimique qui explose en allumant une mèche. Les policiers sont alors aspergés d'acide, pouvant provoquer de très graves brûlures. Les suspects comptaient-ils passer à l'action dès le samedi, lors du rassemblement des Gilets jaunes à Bordeaux [...]? Ou plus vraisemblablement ce mardi lors de la nouvelle journée



Ces arrestations confirment en tout cas la présence active de l'ultra-gauche dans l'agglomération bordelaise, notamment à travers l'ouverture de nombreux squats, qui lui servent de base arrière et d'appui logistique, selon une note du service central du renseignement territorial (SCRT).

Journal d'information ou circulaire du ministère de l'Intérieur?

Pendant plusieurs jours, le bâtonnage de dépêche AFP et autres articles construits uniquement à partir du communiqué du parquet ou de sources policières vont se multiplier. Jusqu'à la consécration le 10 décembre 2019: un article dans *Le Monde* et un sujet dans le 20 h de TF1 (« Casseurs: un arsenal découvert à Bordeaux »).

PUIS LE SILENCE

Moins d'une semaine après l'interpellation, les médias se désintéressent du sujet: pas de contreenquête, pas (ou peu) de témoignages. Quelques bribes par-ci par-là: le 19 décembre 2019, soit près de deux semaines plus tard, Sud-Ouest cite trois avocats des personnes mises en examen. Et le 27 décembre 2019, le quotidien publie un entrefilet minimaliste (« Un ultra-jaune présumé remis en liberté hier »). Mais contrairement aux premières informations, celles-ci ne feront pas les gros titres. Pire... plusieurs mois plus tard, dans un numéro consacré à l'« ultra-gauche », Le Point en rajoute une couche:

Le 7 décembre, les ultras avaient ainsi loué un appartement [...]. En tout, près de 20 activistes, dont 8 femmes, organisés en commandos [...], s'y étaient réunis, prêts à en découdre avec les forces de l'ordre. (27 fév. 2020)

Mais de façon générale, c'est le silence. « Médiatiquement, cette affaire n'a jamais connu de suite », écrivait Lundimatin en juillet 2020¹:

Que reprochait-on réellement aux 16 interpellés? Qu'est-ce que l'enquête judiciaire est venue confirmer ou infirmer? Dans quelle mesure cette « affaire » était-elle d'abord un objet de communication policier et préfectoral? Qu'est-il arrivé aux interpellés? Il semblerait que les dizaines de rédactions ayant repris ce « fait divers » pour le diffuser massivement ne se soient jamais posé ces questions. La répression politique sait trouver des relais peu regardants.

FILTRE MÉDIATIQUE

Plus d'un an après les événements, c'est dans l'indifférence médiatique qu'est accueillie une conclusion pourtant intéressante: rien de moins que l'annulation, par la cour d'appel de Bordeaux, de la quasi-totalité de l'enquête judiciaire. Ainsi que nous l'apprend une dépêche AFP le 19 mars 2021:

- 1. « Le 7 décembre 2019 à Bordeaux la BRI interpellait 16 "giletsjaunes-d'ultra-gaucheradicalisés" », Lundimatin nº 250, 29 juil. 2020.
- 2. « Le "journalisme de préfecture" recouvre un ensemble de réflexes et de pratiques médiatiques qui conduisent à relayer, sans aucun recul, le discours "officiel" (celui des autorités, de la police ou de la justice) ». Lice « Aux sources du "journalisme de préfecture" », Médiaccitiques n° 31, avrjuin 2019, p. 8.
- **3.** « 16 Gilets jaunes mis hors de cause par la justice », Mediapart, 25 mars 2021.
- **4.**Ou un peu plus, comme *Sud-Ouest*.



Cette procédure était illégale car elle reposait sur une « dénonciation anonyme », ce qui « ne saurait constituer un indice apparent d'un comportement délictueux » ni justifier la mise en œuvre de telles « mesures coercitives », à savoir la perquisition suivie des interpellations.

Et Mediapart (18 mars) de compléter: « La justice vient [...] de déclarer cette opération de police abusive, compte tenu de la nature réelle des faits et faute d'indices suffisants pour les relier entre eux. »

Une affaire à épingler au (vaste) tableau de chasse du journalisme de préfecture. Car de concert, les grands médias ont couvert une « opération de police abusive », sans aucun recul vis-à-vis du discours officiel, et sans aucun égard pour d'autres sources qui leur auraient permis, par exemple, de documenter le sort des interpellés. Et il y avait de quoi dire: que l'on se reporte au papier de Lundimatin cité plus haut, ou au reportage de Mediapart diffusé le 25 mars³.

Perméable aux sources policières, mais imperméable aux conclusions judiciaires qui les infirment comme aux témoignages des victimes de la répression, l'écosystème médiatique filtre efficacement les informations. Le tout, sans jamais se remettre en question. Au mieux, d'aucuns reprennent la dépêche AFP⁴, au pire, de ne rien faire du tout. Comme *Le Parisien*. Pour l'autocritique, veuillez rappeler ultérieurement.

🌎 en roue libre

- Le Point, 17 mars: « Mediapart, machine à cash ». Dixit l'hebdomadaire sous perfusion publicitaire, gavé d'aides publiques à la presse, et dont le propriétaire, François Pinault, ayant augmenté sa fortune de 15,3 à 42,3 milliards de dollars durant l'épidémie de Covid, se place désormais au 3^e rang du classement Forbes d'avril 2021.
- LCl, 30 mars: « Une priorité: débureaucratiser la santé ». Pascal Perri tresse des lauriers au « lean management » en vogue à l'hôpital public: « C'est peut-être la révolution qu'il faut faire dans le domaine de la santé ». Notre priorité: déséditocratiser les médias.
- CNGWS, 30 mars: « Loi séparatisme: un texte pas assez ambitieux ». Du moins aux yeux des invités politiques d'extrême droite sur CNews (36 % de juin 2020 à juin 2021) et de Jean Messiha (138 passages sur la même période, selon Libération, 14 juin).
- OUGST-France, 5 avril: « Affaire de Ligonnès: un drame qui fascine toujours autant »... les journalistes.
- France 5, 11 avril: À propos de Michel-Édouard Leclerc (PDG des supermarchés éponymes): « Un patron emblématique au cœur de la crise sanitaire ». Et une « patron-mania » emblématique du service public.
- EUrope 1, 27 avril: Matthieu Belliard à la présidente de l'Observatoire des métiers: « Ces entreprises [les fonderies], il faut les aider ou il faut leur dire la vérité: demain, il faut changer d'activité? » En tout cas, une reconversion s'impose pour l'animateur d'Europe 1.

- Paris Première, 10 mai: En plateau, journalistes et commentateurs commentent le dernier livre du commentateur et journaliste Arthur Berdah (Le Figaro): Emmanuel Macron. Vérités et légendes. Entre soi et enquête au sommet: « Macron ne dort jamais. Il finit sa journée à minuit », affirme l'un. Les autres dissertent sur une citation de Closer qui passe à l'écran: « Emmanuel Macron engueule ses ministres en chuchotant pour ne pas réveiller Brigitte ».
- LGP, 11 mai: « Insécurité: comment stopper la spirale? » En éteignant sa télévision?
- Dominique de Montvalon, Twitter, 16 mai: « Marlène Schiappa – ministre, candidate en Île-de-France et ardente avocat de la laïcité – est en train, politiquement, de devenir tout simplement excellente. » Éditorialisme de cour, illustration.
- France Gulture, 22 mai: « La Commune a détruit. La Commune a incendié. [...] Est-il légitime de commémorer la Commune? » Est-il souhaitable qu'Alain Finkielkraut reste à l'antenne du service public?
- Canal +, 3 juin : « Dès qu'on a un bon préfet, on se sent mieux. » Yves Calvi ne perd jamais la flamme.
- BFM-TV, 3-14 juin: « Harry et Meghan parents d'une petite fille » (6 juin); « Lilibet Diana, le bébé de la réconciliation? » (7 juin); « Entretien "explosif" de Meghan et Harry à la télévision: ce qu'il faut retenir de leurs confidences » (8 juin); « Harry et Meghan ont-ils consulté la reine avant de prénommer leur fille Lilibet? » (9 juin); « Joe Biden a pris le thé avec la reine Élizabeth: "Elle m'a rappelé ma mère" » (14 juin)... Chaîne d'info ou magazine people?

- Raphaël Enthoven, 8-9 juin: Dans l'hypothèse d'un second tour Mélenchon-Le Pen, le philosophe médiatique voterait pour la seconde: « Plutôt Trump que Chavez » (LCI). Et de préciser son propos le lendemain sur Europe 1: le RN et La France insoumise « représentent des dangers équivalents, [...] ils sont d'accord sur plein de trucs » - « leurs chefs sont jumeaux », écrivait-il sur Twitter -, avant de conclure: « Dans ce cadre-là, entre la peste et la peste, il fallait viser le calcul d'intérêt. » C'est en effet le calcul traditionnel de la bourgeoisie et de ses relais éditocratiques.
- Paris Match, 10 juin: « BHL, Le Don Quichotte des guerres oubliées », 8 pleines pages. « À 72 ans comme à 20, le philosophe ne craint pas de descendre de son piédestal pour se confronter à la boue du terrain. » Ni à l'entartage du réel. « Enquête sur un phénomène français qui fascine encore plus qu'il n'exaspère. » Rien n'est moins sûr.
- JDD, 13 juin: « Reconfinement allégé et vaccination: comment Emmanuel Macron a gagné son pari ». La pravda du dimanche a encore frappé.
- France Info, 15 juin: Journaliste vs journaliste (Élodie Suigo à Nathalie Saint-Cricq): « Vous êtes très perfectionniste, vous allez toujours au bout des choses »; « Pourquoi vous avez mis du temps à vous mettre dans la lumière? »; « Est-ce que c'est dur de rester intègre? » Est-il difficile d'être aussi complaisant?

LA DÉPÊCHE DU MIDI CHASSE LES SQUATTEURS

Propriété du potentat local Jean-Michel Baylet, $L\alpha$ Dépêche du Midi s'est lancée début février, à partir d'un fait divers, dans une campagne éditoriale « anti-squat ». Le pilonnage de $L\alpha$ Dépêche a gagné la scène médiatique nationale, et débouché sur l'évacuation des squatteurs, outrepassant ainsi une décision de justice.

n homme âgé met sa maison en vente pour, dit-il, financer son hébergement en Ehpad, où se trouve déjà sa femme, qu'il désire rejoindre. Il n'habitait plus cette maison depuis au moins deux ans (eau, gaz et électricité étaient coupés), car il louait un appartement à Albi, près de l'Ehpad en question. Or, cette maison a été investie en septembre 2020 par quatre jeunes squatteurs. Saisi par le propriétaire pour les faire expulser, le tribunal d'instance a donné raison à ce dernier le 23 octobre, mais il a aussi décidé de reporter l'expulsion des squatteurs à la fin de la trêve hivernale, décalée cette année au 1^{er} juin. Trois mois plus tard, le propriétaire décide de jouer la carte des médias. Et il s'adresse au journal dans lequel il a travaillé toute sa vie comme rotativiste: La Dépêche du Midi. C'est ainsi que le principal quotidien de la région Occitanie lance le fait divers qu'il va monter en épingle. Dès le premier article (7 fév.) le ton est donné:

Toulouse : Roland, 88 ans, expulsé de sa maison par des squatteurs qui ont changé toutes les serrures

> Alors qu'il espérait vendre sa maison pour rejoindre Odile, sa femme, dans un Ehpad, Roland, 88 ans, a été éjecté de son domicile par des squatteurs qui ont profité de son absence pour s'introduire dans le logement et changer les serrures.

Face à une situation conflictuelle, La Dépêche épouse d'emblée le point de vue du propriétaire. Pas seulement en reprenant son seul récit et ses seuls arguments – la « partie adverse » pointant quant à elle de nombreuses contre-vérités¹ – mais en suscitant chez les lecteurs des sentiments de sympathie à son égard: il est désigné par son prénom, « Roland », tout comme sa femme « Odile », et sa fille « Diane », comme on le fait de parents, d'amis ou de proches. Son grand âge, 88 ans, est souligné, rappelant son humaine vulnérabilité. Son histoire, d'une simplicité touchante, est évoquée à grands traits: il a travaillé toute sa vie et ne demande qu'à finir ses jours auprès de sa femme, dans un Ehpad. Même un cœur des plus secs serait ému par une telle « story ».

À l'opposé, dans le récit de *La Dépêche*, les squatteurs sont sans nom, sans âge (mais « des jeunes »), et sans histoire. On ne nous dit pas s'ils travaillent ou étudient. Ceux que le propriétaire appelle les « voyous » sont désignés en négatif par rapport à lui: ils ont « expulsé », « éjecté » Roland de sa maison (des tournures qui prennent quelques libertés avec les faits). De leur « story » n'émerge que leur crapulerie. De quoi émouvoir le public, certes, mais en sens inverse de l'effet « Roland ». On retrouve ici, quelque peu forcée par ce récit, une des caractéristiques des

1. À ce sujet, lire notamment le communiqué de la Crea (Campagne-Réquisition-Entraide-Autogestion), « Roland, les squatteurs et les médias » (15 fév.). faits divers dramatiques que nous mentionnions il y a quelques années2:

Ce sont, du moins pour nombre d'entre eux, des faits « qui ne divisent pas, qui font le consensus ». Comment, en effet, les publics pourraient-ils se partager entre les « pour » et les « contre », face à un grave accident ferroviaire (comme celui de Brétigny en cet été 2013), un braquage de banque (surtout s'il est filmé en vidéo...) ou le meurtre d'une enfant (comme la petite Fiona)?

Qui pourrait se dresser contre « Roland »?

Après une telle présentation des protagonistes, tout travail véritablement journalistique de la part du quotidien devient problématique: comment vérifier les dires du propriétaire après avoir soutenu sa version sans la moindre distance? Comment enquêter auprès des squatteurs après les avoir dénigrés? Autant de questions qui ne semblent pas vraiment s'être posées. Plutôt que d'informer le mieux possible ses lecteurs, La Dépêche s'occupe de lancer une offensive éditoriale contre les squatteurs³. Et on peut dire qu'elle a mis le paquet.

LA DÉPÊCHE EN CAMPAGNE

Dans l'édition papier du journal, on ne compte pas moins de 25 articles. Le 8 février, La Dépêche se contente de reproduire l'article en ligne précédemment cité. Mais le 9, gros titre sur la Une des éditions Haute-Garonne, puis quatre articles en pages intérieures:



Le papy squatté et solidarité

Gros effort de titraille...

Dans le « dossier », La Dépêche mentionne les échos de son fait divers « jusqu'au sommet de l'État », la mobilisation du ministère du Logement, de la préfecture, des réseaux sociaux et la tension qui règne

sur les lieux. Un gendarme et un avocat sont interviewés, les cas précédents de squats dans la région évoqués. Leitmotiv: c'est bien difficile d'expulser des squatteurs.

Apothéose le 10 février: Roland est en Une de toutes les éditions, en photo très grand format.

La première double page est entièrement consacrée à ce



25 articles dans l'édition papier du journal

qui est devenu... une affaire. Sur 6 articles, dont une interview de Roland, le parti pris « pro-Roland » est moins marqué dans les textes, qui évoquent notamment la crise du logement, mais fort explicite dans les photos et les titres.

Le 11 février, on relève seulement un article dans les éditions Haute-Garonne rapportant « une passe d'armes politiques » à la mairie à propos du squat, chacun reprochant à l'autre son défaut d'aide à Roland.

Et le 12, c'est la joie! Nouvelle Une générale qui titre en grand: « Les squatteurs quittent la maison de Roland », au-dessus d'une photo de policiers qui décrochent la banderole des squatteurs où l'on peut lire: « On squattera encore vos villas vides ».



La page 10 de toutes les éditions est entièrement consacrée à l'événement, avec trois articles décrivant le déroulement de l'opération et la liesse des « vainqueurs ». Dans une nouvelle interview (« Roland et sa fille: "Le calvaire est terminé" »), Roland remerciera tout le monde, et notamment « La Dépêche qui a largement diffusé l'information ». Nous confirmons.

Mais ce n'est pas fini: La Dépêche fait aussi le service après-évacuation. Le 13 février, nouveau gros titre des pages locales des éditions Haute-Garonne (« Dans les coulisses du squat libéré »), où une double page intérieure est à nouveau dédiée à l'affaire, sous le titre « Dans la maison de Roland, tout est dévasté », avec encore quatre articles accompagnés de photos de la « dévastation4 », et de celle du groupe qui a négocié le départ des squatteurs, avec ce titre: « Comment ils ont viré les squatteurs ». L'article principal sera repris dans toutes les éditions du quotidien. Le 15, on relève un seul article également dans toutes les éditions, relatant l'agression des soutiens de Roland par un « commando » alors qu'ils fêtaient leur victoire. Et le 16, à nouveau quatre articles (édition Haute-Garonne) et la Une, annonçant que « Roland lance un appel au calme » (ce qu'aucun article ne confirmera), pour évoquer les suites de l'agression (plaintes, commentaires) et indiquer que Roland et sa famille souhaitent retrouver le calme et vendre leur maison. L'article de tête est repris dans toutes les éditions locales.

In fine, le 6 mars, dans toutes les éditions, un petit article relate la « Tentative d'incendie contre le siège de La Dépêche du Midi » en représailles à son attitude dans l'affaire « Roland ». Le quotidien conclut ainsi son article: « Ces menaces et tentatives d'intimidation ne nous détourneront pas du devoir d'informer que nous devons à nos lecteurs. »

La Dépêche devait-elle à ses lecteurs une telle couverture, suivant les événements au jour le jour, les amplifiant au besoin, ventilant les publications entre éditions générales et locales, alimentant les autres médias et relançant la machine par des Unes (4 au total!), des images et des titres « choc »? Une couverture à sens unique, qui se borne à l'anecdotique du « fait divers », au prix de nombreux angles morts, pour ne pas dire de contre-vérités... Toutefois, le succès de cette « affaire » n'a pas tenu qu'au « forcing » obstiné de La Dépêche.

UN RAYONNEMENT MÉDIATIQUE NATIONAL

« L'affaire Roland » mobilise en effet des « référents » sociopolitiques et socio-économiques propices à son rayonnement médiatique.

— La défense de la propriété privée, assez spontanée dans un pays qui compte 58 % de propriétaires (73 % des plus de 60 ans) de leur domicile, est exa-

cerbée par le confinement et le couvre-feu, qui font du domicile l'ultime îlot de sécurité. La pénétration de squatteurs dans ce lieu prend, dans l'imaginaire collectif, des allures de profanation, renforcées par la criminalisation quasi systématique des squats. A fortiori quand le propriétaire squatté n'a rien, tel que le dépeint La Dépêche, du grand bourgeois héritier ou rentier, mais se rapproche plutôt de la figure de l'ouvrier à la retraite ayant travaillé toute sa vie pour s'offrir un pavillon⁵.

— L'« affaire Roland » fait écho à bien d'autres cas de squats médiatisés, de Lille en septembre 2020 à Marseille en janvier 2021 en passant par Bondy, en novembre 2020. Et surtout, elle rappelle l'affaire du couple de retraités à Théoule-sur-Mer en septembre 2020, qui avait fait grand bruit médiatique, et avait été à l'origine de la partie

Ces menaces ettentatives d'intimidation
ne nous détourneront
pas du devoir d'informer
que nous devons à nos
lecteurs.

« anti-squatteurs » de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) du 6 octobre 2020. Une mise en perspective que *La Dépêche* ne se prive pas d'évoquer: « Maisons squattées à Toulouse: plusieurs cas ces dernières années » (9 fév.).

— Les résidents en Ehpad, ignorés des médias en temps ordinaire, sont devenus un centre d'attention en temps de Covid. Alors qu'ils sont plus ou moins privés de contacts avec leur famille à cause du Covid, faut-il en outre qu'Odile soit séparée de son mari, comme ce dernier de sa femme, à cause des squatteurs? De quoi susciter, là encore, la compassion du public à l'égard du couple de retraités, et son hostilité à l'égard des jeunes squatteurs.

C'est à la faveur de ce cocktail médiatiquement détonnant que « l'affaire Roland » a été propulsée sur la scène nationale: dans la semaine du 7 au 14 février, un grand nombre de médias ont repris le même récit, dans les mêmes termes que ceux de La Dépêche. Parti du site de cette dernière le matin du 7 février, il est le même jour sur ceux de RTL et Valeurs Actuelles, le lendemain sur Ouest-France, Capital, 20 minutes, Le Figaro, France 3, TF1, France Info, le surlendemain dans Paris Match, Le Parisien, La Nouvelle République, LCI, le 10 février sur RT-France, le 12 dans L'Obs, et ainsi de suite jusqu'au 14.

- 2. Lire, sur le site d'Acrimed, « Flambée de faits divers dans les JT depuis dix ans » (14 oct.
- 3. Pourtant, un véritable travail journalistique est possible sur des faits divers. Un seul exemple, remarquable entre tous: l'enquête que mena Truman Capote sur un fait divers criminel pendant plusieurs années et qui aboutira au chef-d'œuvre De sangfroid.
- 4. Dévastation qui n'est pas confirmée par tous les journaux; ainsi Midi Libre du 12 février: « Deux heuces après l'évacuation des lieux, la fille de Roland a pu pénétrec chez son père: "C'est la fin d'un cauchemac", assure-t-elle. À l'intérieur de la maison, elle découvre plusieurs matelas au sol mais constate que le logement n'a pas été dévasté. »
- **5.** Voir à ce sujet le communiqué de la Crea précédemment cité.



« Les squatteurs ont-ils tous les droits? »: un angle récurrent du traitement médiatique (BFM-TV, 29 déc. 2020, à propos du squat du restaurant « Petit Cambodge » à Paris)





11 février

DIANE Fainde Roland dont is maison clast equation dopuis septembre

TOULOUSE: LES SOUATTEURS D'UNE MAISON DÉLOGÉS
Intempéries: 13 departements de l'est sont en alerte "grand froid"
RANCEMEN

12 février



Le récit est parfois illustré par une vidéo de la maison ou d'une interview de « Roland ». Sans oublier BFM-TV, qui a su faire du fait divers un de ces feuilletons dont raffolent les chaînes d'info.

Comme souvent, l'emballement autour de ce fait divers s'est nourri des interventions politiciennes en faveur du propriétaire (et de la propriété) – qui n'ont pas manqué à l'appel, en particulier à droite et à l'extrême droite. Le maire LR de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, s'est par exemple empressé de commenter l'affaire dans Valeurs actuelles⁶. Des positions auxquelles les grands

médias donnent de l'écho, remettant ainsi, chaque fois, une pièce dans la machine. Sans compter l'ampleur que l'affaire prend sur les réseaux sociaux, dont s'est mêlée l'extrême droite, également très active sur le terrain.

Et comme souvent également, les quelques réactions de l'extrême gauche ou de col-

lectifs autonomes n'ont pas été reprises par les médias dominants, ne serait-ce que pour les contester, alors qu'elles présentaient le seul point de vue divergeant de la sphère médiatico-politique. Contributions solidaires des squatteurs, sans toutefois d'hostilité envers le propriétaire, rappelant la crise du logement en région toulousaine, très critiques envers la campagne de presse de *La Dépêche* et de ses perroquets.

FAIRE DIVERSION

Comme leur nom l'indique, les faits divers sont extrêmement variés. Le plus souvent dramatiques (vols, meurtres, braquages, accidents, catastrophes, rixes, incendies, cambriolages, squats...) et parfois heureux (sauvetages, retrouvailles...), ils sont, par

définition, inclassables dans les rubriques habituelles des journaux. Leur succès commercial grandissant depuis une vingtaine d'années, et partant, leur multiplication⁹, participent de cette dépolitisation que désigne l'expression bien connue de Pierre Bourdieu selon laquelle « les faits divers font diversion ».

Ils le font tous dans la mesure où ils détournent l'attention du public des grandes questions économiques, sociales, politiques, au profit du singulier anecdotique. Certains d'entre eux permettraient sans doute d'aborder de véritables problèmes de société. Mais on évacue précisément leur dimension sociale en se focalisant sur une histoire exceptionnelle, dont on n'explore que les ressorts individuels, intimes, psychologiques. Le même phénomène est à l'œuvre dans le traitement des violences sexuelles contre les femmes.

Ici, la petite histoire de Roland et des squatteurs se situe au croisement de deux questions sociales majeures: la pénurie de logements à loyers acceptables, notamment pour les jeunes, et les prix prohibitifs des Ehpad pour les personnes âgées dépendantes. Roland, qui cherche à vendre sa maison pour payer son Ehpad, et les squatteurs réduits à la précarité d'une occupation illégale, sont confrontés aux conséquences de politiques du logement et de l'hébergement sanitaire déficientes. Mais dans le récit médiatique de *La Dépêche* et consorts, on les oppose, comme si chacune des deux parties était responsable de la situation de l'autre. Ce transfert de la responsabilité publique aux citoyens crée une situation sans autre issue que la victoire ponctuelle

de l'un ou l'autre des protagonistes, sans que la cause des problèmes soit seulement abordée.

Enfin, notons que les grands médias ne s'étendront guère sur le fait que l'évacuation finale des squatteurs – plus ou moins forcée – contrevenait à la décision de justice rendue le 23 octobre (qui, rappelons-le, accordait aux squatteurs jusqu'au 1^{er} juin pour se retirer). On entendra même le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, saluer « *l'acte citoyen* » d'un certain Billel, qui se présentait lui-même dans la matinale de Sud Radio (11 fév.), sans excès de modestie, comme le principal acteur de ce départ des squatteurs...

Des médias promoteurs de la « justice populaire »? Cocasse, pour qui se rappelle leurs cris d'orfraie contre le « tribunal populaire » de MeToo. Ou, plus récemment, contre la « justice populaire » des réseaux sociaux, quand ceux-ci réclamaient les noms des convives profitant de goguettes clandestines par temps de Covid... Deux poids deux mesures: les arbitrages des chefferies éditoriales recoupent des intérêts de classe bien compris.

- 6. « Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse: "Le droit de squatter l'a emporté sur le droit de propriété" », Valeucs actuelles (6 fév.). Sur Twitter, Éric Ciotti (LR) pousse à l'expulsion des squatteurs et en appelle à « changer la loi ». À l'extrême droite, Marine Le Pen parle comme lui d'« inversion des valeucs » et apporte « tout [s]on soutien à Roland ». Nicolas Dupont-Aignan affirme quant à lui son « soutien inconditionnel ».
- 7. L'évacuation des squatteurs a été notamment portée par un groupe Facebook aux intentions affichées (« Tous unis pour déloger les squatteurs de Toulouse »), relayé par La Dépêche, et par « plusieurs comptes, proches notamment des milieux d'extrême droite », à l'initiative notamment de l'influenceur Bassem Braiki selon France 3 Occitanie (8 fév.). Ce dernier, coutumier des campagnes sur la toile, est connu pour avoir contribué à déloger des squats par le passé, selon une « méthode Bassem » adoubée par Soral sur son site Égalité & Réconciliation.
- 8. On peut se reporter notamment au communiqué du Collectif de liaison pour l'autodéfense et la solidarité de classe (9 fév.), à celui de la Crea précédemment cité, ou à celui du NPA 31 (19 fév.).
- 9. Le Figaro, en quête de nouveaux abonnés pour son site web, a créé en janvier 2021 un pôle « Faits divers » où travaillent cinq personnes à plein temps, alors que ce journal s'était jusqu'ici tenu assez loin de ce genre journalistique.



maux médiatiques

« ESCALADE »

Condamnés à synthétiser et désireux d'« équilibrer » leur présentation du « conflit israélo-palestinien », les médias en donnent une image systématiquement biaisée. Ainsi de tous ces titres brodant autour de la métaphore de l'« escalade » – terme figurant en bonne place dans le lexique automatique des « actualités internationales »: « Proche-Orient: escalade meurtrière entre Israël et le Hamas » (France Info, 11 mai); « Escalade entre Israël et le Hamas: l'inquiétude de la communauté internationale » (Europe 1, 12 mai); « L'escalade militaire entre le Hamas et Israël s'intensifie » (France 24, 13 mai); « Israël/Palestine: plus de 100 morts, l'escalade militaire s'intensifie » (TV5 Monde, 14 mai)...

Ces formulations renvoient les deux belligérants dos à dos, suggèrent une symétrie entre les forces en présence et les moyens à leur disposition, comme si deux armées régulières s'affrontaient avec une intensité croissante en engageant progressivement davantage de moyens militaires, et s'infligeaient mutuellement des pertes toujours plus importantes. On parlera ainsi avec plus d'à-propos, au sujet du conflit au Cachemire, d'« escalade militaire entre l'Inde et le Pakistan ».

Pourtant, en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, qui plus est lorsque les affrontements ont lieu dans la bande de Gaza, nul ne saurait ignorer la dissymétrie flagrante entre les deux parties. D'un côté, l'une des armées les plus puissantes du monde, pilonnant avec les bombes les plus sophistiquées une des zones les plus densément peuplées et les plus démunies de la planète; de l'autre, une guérilla confinée dans un

territoire minuscule et sous embargo, envoyant ses roquettes plus ou moins artisanales au hasard vers les grandes villes israéliennes protégées par un système antimissile. Résultat? À ce déséquilibre des forces, correspond logiquement un bilan totalement déséquilibré: sur les « plus de 100 morts » mentionnés par TV5 Monde, plus de 90 sont Palestiniens!

tirs de roquettes du Hamas » (RFI, 10 mai); « Affrontements à Jérusalem: vingt morts à Gaza au cours de représailles israéliennes » (Le Monde, 10 mai); « Conflit Israélo-palestinien: tirs de roquettes depuis Gaza, représailles israéliennes » (France 24, 11 mai); « Israël intensifie ses représailles en Palestine, le Hamas répond » (Huffington Post/AFP, 12 mai). Ce choix du terme de « représailles » pour qualifier les bombardements israéliens – et seulement ceux-ci – est loin d'être anodin puisqu'il occulte les événements à l'origine des tirs du Hamas (qui pourraient tout autant

Des premiers heurts à l'escalade, l'embrasement entre Israël et la Palestine en six actes

Escalade de violence entre Israéliens et Palestiniens

Conflit israélo-palestinien : pourquoi cette escalade de violence à Jérusalem et Gaza

Jérusalem a connu ses pires troubles du genre depuis 2017.

Si « escalade » il y eut dans cette séquence d'affrontement militaire, elle fut donc fulgurante et du seul fait de l'armée israélienne: les premiers tirs de roquette du Hamas déclenchèrent immédiatement, sans gradation ni proportionnalité, le bombardement systématique de la bande de Gaza.

Aussi disproportionnés et meurtriers soient-ils, ces bombardements ont été qualifiés de « représailles » – un terme dont l'usage est quasi systématique pour évoquer les actions militaires israéliennes. Il faudrait logiquement en conclure qu'elles relèveraient du simple droit (légitime) à l'autodéfense d'Israël: « Heurts à Jérusalem: Israël frappe Gaza en représailles aux

être qualifiés de « représailles »), et impute implicitement à ce dernier la responsabilité de l'« escalade », comme si celle-ci n'avait rien à voir avec la violence quotidienne de l'occupation israélienne depuis des décennies... Alors que l'usage réflexe et inapproprié du terme « escalade » produit une image partielle et déformée des évènements, celui de « représailles » introduit une bonne dose de partialité dans leur présentation. Partielle et partiale, lacunaire et biaisée, autant de mots pour dire la médiocrité de l'information sur le conflit israélo-palestinien, cas très particulier qui n'en est pas moins un miroir grossissant des défauts généraux de l'information internationale.

F.-O. GIESBERT SUR FRANCE INTER: LA FÊTE DU JOURNALISME

oup de matraque au matin du 16 juin sur France Inter: l'éditorialiste du *Point* et directeur éditorial de *La Provence* Franz-Olivier Giesbert, en pleine tournée médiatique autour de son dernier livre consacré à Bernard Tapie (son employeur à *La Provence*), est le grand invité du « 7/9 ». Très prometteur. Le grand contempteur de la « cancel culture », qui s'insurge contre la censure de tous les omniprésents médiatiques dans son genre, n'a pas déçu. Et ses deux « contradicteurs » n'ont pas moufté...

Passons sur l'accueil tonitruant réservé par Nicolas Demorand à cet « écrivain, journaliste au verbe



haut, et à la plume tranchante! » Passons sur l'irrévérence des deux animateurs qui, après un court passage obligé par les affaires judiciaires et autres escroqueries, leur ont préféré de grandes considérations philosophiques:

- Léa Salamé: Quelle relation entretient [Bernard Tapie] avec la foi, avec la mort? Qu'est-ce qu'il vous dit de tout cela?
- Nicolas Demorand: Et puis il y a l'amour des animaux qui vous rapproche tous les deux. On sait, Franz-Olivier Giesbert, que c'est votre grand combat. Qu'est-ce qui se joue là entre vous deux?
- Léa Salamé: Sur qui vous allez écrire aujourd'hui Franz-Olivier Giesbert? Il reste des personnages horsnorme aujourd'hui comme Tapie, comme d'autres, ou de moins en moins?

Bernard Tapie, Léa Salamé semble d'ailleurs bien le connaître: « Il dit les choses Tapie, il faut lui reconnaître ça. Quand il n'est pas content, il envoie un texto, quand il est content, il envoie un texto! » Passons donc, enfin, sur ces clins d'œil permanents, échangés par les trois compères du même (petit) monde en direct du (grand) service public. Et ce jusqu'à l'embrassade finale:

— FOG: [Mon livre] c'est littéraire, j'ai pris un parti pris littéraire.

- Léa Salamé: Absolument! C'est pour ça qu'on vous a invité, parce qu'on a pris plaisir à le lire! [...]
- Nicolas Demorand: Merci Franz-Olivier Giesbert. On était très contents de vous recevoir dans le 7/9 aujourd'hui. [Moi aussi!] On vous aime bien, même si parfois, vous ne nous le rendez pas hein! [Léa Salamé rit.] De temps en temps, paf! Une claque entre amis! [Nicolas Demorand rit aussi.]
- FOG: Regardez le mal que j'écris sur moi-même!
- Nicolas Demorand: C'est vrai que ça pourrait être pire.
 [...] Merci d'avoir été là en tout cas. Merci. Merci beaucoup.
 Merci, re-merci, et re-re-merci.

« MOI, JE SUIS DANS LA DIVERSITÉ »

Et merci aussi pour l'information. Car si claque il y eut au cours de cet entretien, c'est bien le journalisme qui l'a reçue, dans une séquence de quelques minutes qui valent le détour... Franz-Olivier Giesbert livrant doctement la question qui sous-tend son livre (« Comment on tient face au système. Face à ce qu'on pourrait appeler les monstres froids de l'État, c'est-à-dire la justice, les médias »), Léa Salamé lui oppose (tout de même) la fascination des grands médias pour Bernard Tapie et lui rappelle que « le système, c'est vous aussi ». FOG répond: J'ai toujours été quand même un petit peu marginal, je suis désolé de vous le dire. [...] J'ai toujours été un petit peu à côté, et contrairement à beaucoup de confrères, et surtout aujourd'hui, [...] je suis toujours beaucoup dans la contradiction. J'ai toujours veillé à ce que s'expriment dans les journaux que j'ai dirigés des gens qui pensent le contraire de la ligne du journal, le contraire de moimême. [...] Penser contre soi-même, ça c'est la bonne formule et ça a toujours été la mienne.

Léa Salamé et Nicolas Demorand, qui ont la mémoire courte ou sélective, ne trouvent rien à redire. Le second l'interroge au contraire sur une de ses lumineuses formules – la « médiapartisation des esprits » – sans la remettre en question. Et à défaut, lance Franz-Olivier Giesbert sur un règlement de compte personnel avec Edwy Plenel. La séquence a d'ailleurs conduit la société de journalistes de Mediapart à adresser une lettre ouverte à Laurence Bloch, directrice de France Inter. S'indignant que « tant decontre-vérités, pourtant si facilement démontables, aient pu être proférées dans la matinale la plus écoutée de France sans que leur soit opposée une réplique factuelle », la SDJ y dresse la liste (fournie) de ces « accusations mensongères », et s'efforce de leur répondre.

Au contraire des duettistes de France Inter, qui ont « laissé le champ libre » à un FOG (comme souvent) en roue libre – « alors que le groupe Radio France a fait de la lutte contre les fake news une de ses priorités », note la SDJ de Mediapart.

Et FOG n'avait pas dit son dernier mot. Ultime morceau d'anthologie:

Il y a plusieurs façons de faire le métier [de journaliste]. J'ai toujours aimé le rôle de justicier, je l'ai fait. Il y a aussi le rôle de redresseur de torts. J'aime bien les deux rôles. [...] Moi ce que je n'aime pas, c'est très simple. C'est les injonctions. L'idée que le journalisme aujourd'hui, ça devient une liste [avec] les bons et les méchants.

Diantre! Dommage, là encore, que le duo de la première matinale de France n'ait pas songé à renvoyer l'éditorialiste à... ses propres éditos. Par exemple celui du 29 avril, tout frais, intitulé « Une odeur de Vichy »:

Le pétainisme, cette idéologie de l'armistice et de l'apaisement, infecte d'abord l'ultra gauche, mais aussi la gauche douloureuse et la droite mollasse. [...] Le pétainisme est « français de souche » comme on dit à l'extrême droite. Les épigones islamo-gauchistes de La France soumise (Mélenchon, Hamon, Bayou, Piolle, Plenel, Autain...) ont d'ordinaire des noms qui fleurent le vieux terroir bien de chez nous.

Et...

Face à eux, les résistants de la France libre s'appellent Amine El Khatmi, Sonia Mabrouk, Rachel Khan, Fatiha Agag-Boudjahlat, Linda Kebbab, Lydia Guirous, Mohamed Sifaoui, etc. [...] Ce sont eux qui incarnent le mieux l'avenir du pays contre les néocollabos.

Mais n'y voyez là aucune « liste » de bons et méchants¹.

Bref, une matinée tranquille pour le biographe de Bernard Tapie, d'ailleurs nommé par Tapie Bernard à la tête de *La Provence* en 2017, où il reçut, seulement quatre mois après son arrivée, un vote de défiance de 74 journalistes de la rédaction². Un épisode que Nicolas Demorand et Léa Salamé ont (encore) oublié...

BANALISATION DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

La liste de leurs malencontreux oublis est ainsi vertigineuse. Acrimed, qui a de la mémoire, aurait pu rappeler³ au « marginal » Giesbert, grand amoureux de la « contradiction »:

- Sa bienveillance envers les « petits candidats » aux présidentielles, lui qui tançait une consœur de France 2 sur le plateau de « Des paroles et des actes » (avril 2012): « Tu ne vas pas nous faire une plombe sur Philippe Poutou là quand même! [...] C'est un type extrêmement sympathique, totalement babacool, j'ai plein de copains comme ça d'ailleurs, on passe de bonnes soirées, on bouffe des sardines à Marseille, on rigole bien, mais il connaît absolument rien de ses dossiers! »;
- Sa subtilité, quand il met sur le même plan Daech et... la CGT, deux « menaces » contre « l'intégrité » de la France (Le Point, juin 2016);

- 1. Pour une revue de la joyeuse collection des gentils et des affreux qui peuplent le monde obsessionnel de FOG, voir l'aperçu ci-contre, dont la version complète est disponible, en annexe de cet article, sur notre site internet.
- 2. Aux dernières nouvelles (Mediapart, 1er juil. 2021), FOG a quitté ses fonctions de directeur éditorial du journal, dont il reste seulement administrateur.
- 3. Outre les rappels qui suivent, bien d'autres exemples de sa grandeur d'âme sont à retrouver dans le chapitre que lui consacre Sébastien Fontenelle dans Les Éditocrates 2.

- Son amour de la « diversité », qui éclate dans un portrait de Philippe Martinez et son « air de beauf qui aurait pu servir de modèle à la célèbre BD de Cabu » (Le Point, juin 2016) ou de Jean-Pierre Mercier (CGT, ex-représentant des salariés de PSA Aulnay): « Vous sentez la naphtaline mon pauvre! » (BFM-TV, juin 2016);
- Sa compassion, qui l'étreint devant l'arrestation de 148 lycéens de Mantes-la-Jolie, agenouillés en ligne contre un mur par des policiers, les mains derrière le dos ou derrière la tête, pendant trois heures: « Arrêtez, il y a pas de blessés là, il y a pas de blessés! Ils auraient pu être massacrés! C'est pas parce que c'est des lycéens qu'ils ont le droit de faire n'importe quoi! » (LCI, déc. 2018);
- Son professionnalisme, quand il légitime une théorie complotiste d'extrême droite selon laquelle l'Europe serait en proie à l'« islamisation », en titrant l'un de ses éditos: « Faut-il avoir peur d'Eurabia, l'Europe islamique? » (*Le Point*, juin 2019).

La bouffonnerie de ce « grand entretien » matinal prêterait donc à rire si elle n'était pas symptomatique, enfin, de la banalisation des idées d'extrême droite que nous dénonçons à intervalles de plus en plus rapprochés. Il suffit pourtant de parcourir les éditos de FOG pour voir qu'il en partage la rhétorique et les obsessions. Semaine après semaine, il déplore le « déclin français »; fulmine contre « l'islamo-gauchisme », « maladie sénile » présente partout; célèbre Michel Onfray qui « déconstruit sans pitié toutes les fausses idoles devant lesquelles la société française est priée de s'agenouiller: l'islamo-gauchisme, l'infantilisation, l'antifascisme, la déresponsabilisation, le néo-féminisme, etc. »; se navre du sort des « élites décadentes » et de « La France "blanche" d'en haut » aujourd'hui « avachie »; disserte sur « le choc des civilisations »; attaque la mairie de Strasbourg rebaptisée « Strasbourgistan »; plaide pour un moratoire sur l'immigration « le temps de se poser et de repenser la France »; fustige la gauche, « convertie à la cafardise »; insulte « les petites frappes du syndicalisme étudiant » ou Europe Écologie Les Verts, des « branquignols » et « idiots utiles de l'islamisme », symboles de « la France rance »; ou s'interroge, à propos de « la justice », après le verdict dans l'affaire Sarah Halimi: « Sous l'influence de l'islamo-gauchisme ambiant, ne délivrait-elle pas un permis de tuer tous les juifs?»

Quand deux matinaliers du service public célèbrent en FOG un « journaliste au verbe haut », louent son talent littéraire, le laissent régler ses comptes et se contentent de l'interroger sur la mort, ils participent, au moins par omission, de cette banalisation.

Les gentils et les affreux du petit monde de FOG

14 janvier

MÉCHANTS. — Sud et la CGT: « Comme les sinistres collabos de Je suis partout, qui, dans les années 40, désignaient les juifs à la vindicte de la milice, [ils] ont fait de Mme Agat-Boudjahlat une cible pour les islamistes et les très violents "antifas".»

GENTIL. — Jean-Michel Blanquer: « [Il] a eu, comme d'habitude, la réaction qu'il fallait. »

21 janvier

GENTIL. — Alain Duhamel et sa « sagesse professorale, ontologique. Heureusement qu'il est là ».

28 janvier

MÉCHANTS. — Les antiracistes: « L'Amérique et l'Europe sont aujourd'hui attaquées de toutes parts. [...] Un déferlement de haine de soi est en train de submerger notre vieux continent: les mouvements de contestation made in USA, comme le woke ou la cancel culture, déblatèrent frénétiquement contre notre modèle et réclament des têtes à couper au nom de l'antiracisme et de l'égalité sociale. »

11 février

MÉCHANTS. — Les antiracistes: « Il y a quelque chose de terrifiant à voir déferler sur la France éternelle de Montaigne et d'Hugo la mode des fadaises américaines standardisées, de la cancel culture au Black Lives Matter, avec leur haine de l'universalisme et leur culte de la proscription, la mise à l'index, la réécriture de l'histoire, qui nous ramènent aux temps noirs de l'Inquisition. »

4 mars

MÉCHANTS. — « Les fumistes du concours Lépine des impôts "anticiches" les plus foireux » et « les Bisounours de la dette "perpétuelle" ».

GENTILLE. — Agnès-Verdier Molinié: « Il y a une sainte colère dans le livre lumineux et enlevé d'Agnès Verdier Molinié » qui veut « désendetter le pays à condition de diminuer les dépenses ».

11 mars

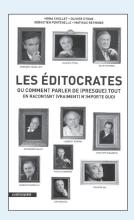
MÉCHANTS. — Ces « flopées d'universitaires et d'intellectuels [qui] nous ont bombardés de pétitions contre Frédérique Vidal. [...] L'islamogauchisme est cette maladie sénile que continuent de nier avec une belle constance tous ceux qui en sont atteints, à l'université comme dans les médias. » Et tous mènent une « entreprise totalitaire qui utilise le mensonge et la terreur intellectuelle ».

25 mars

GENTIL. — Jean-Michel Blanquer: « Grâce [lui] soit encore rendue [...] d'avoir prononcé le mot qui convient — fasciste — à propos des pratiques "non mixtes" qui ont déjà cours chez nous, à l'Unef. Il est temps d'appeler un chat un chat. Notre pays ne saurait accepter, au nom des bons sentiments, des mœurs dignes du III[®] Reich ou de l'Afrique du Sud d'avant Mandela. »

Extraits piochés au hasard des éditoriaux de FOG dans *Le Point* au cours du premier trimestre 2021

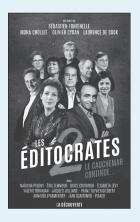
රට des lectures



Les Éditocrates

Mona Chollet, Olivier Cyran, Sébastien Fontenelle et Mathias Reymond. La Découverte, 2009

> « Ils parlent tout le temps, du matin au soir, du soir au matin, du lundi au dimanche. Et partout: dans la presse écrite, à la télévision, à la radio, sur Internet. » Ils: Alain Duhamel. Christophe Barbier, Jacques Marseille, Alexandre Adler, Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy, Philippe Val, Ivan Rioufol, Laurent Joffrin et Nicolas Baverez. Chacun a droit à son portrait-chapitre. « Omniscients, les éditocrates ont un avis sur tout »; « Interchangeables, [ils] parlent surtout d'une seule et même voix, pour dire tous (presque) la même chose. » À savoir, grosso modo: il faut « réformer » la France, mettre à bas les « privilèges » des fonctionnaires, réduire les dépenses publiques, etc. Les éditocrates, rappelle Sébastien Fontenelle dans l'introduction. « s'érigent en prétendus "briseurs de tabous", en courageux pourfendeurs du "politiquement correct" et de la "pensée unique", alors même qu'ils sont les plus éminents représentants du conformisme intellectuel et politique le plus étroit. »



Les éditocrates II

Mona Chollet, Olivier Cyran, Laurence De Cock et Sébastien Fontenelle, La Découverte, 2018

> Les Éditocrates II vient compléter le tableau dressé neuf ans plus tôt... et « le cauchemar continue ». C'est que les éditocrates sont toujours partout, ils disent toujours la même chose, sur tout et n'importe quoi. Cette fois ce sont Brice Couturier, Franz-Olivier Giesbert, Jacques Julliard, Arnaud Leparmentier, Jean Quatremer, Élisabeth Lévy, Plantu, Natacha Polony, Valérie Toranian et Éric Zemmour qui ont le droit à leur portrait. C'est aussi que la situation s'est aggravée. « En presque dix ans, quelque chose a vraiment changé dans ce tout petit monde », écrit Sébastien Fontenelle: « S'ils se sont, à l'évidence, plus largement radicalisés, et rencognés dans des positions toujours plus conservatrices – ou réactionnaires –, c'est la stigmatisation de l'islam qui unifie et uniformise vraiment la plupart des éditocrates. C'est dans la confection d'une anxiété antimusulmane permanente qu'ils communient le plus complètement. »



Dirigeants de médias. Sociologie d'un groupe patronal

Julie Sedel. Presses universitaires de Rennes 2021

> Les éditocrates ont un point commun: ils sont, souvent, des dirigeants de médias, bien qu'ils ne soient pas le seul archétype de ce « groupe patronal ». Le travail de la sociologue Julie Sedel sur les dirigeants des médias aborde la question du recrutement social (origine sociale, habitus, etc.) et professionnel (formation, carrière...), ou celle de l'exercice du rôle (rapport à l'employeur, rôle de représentation de l'institution, tensions entre le pôle éditorial et le pôle gestionnaire). Ces dirigeants « sont avant tout des hommes », « issus de la bourgeoisie moyenne et supérieure » et ils forment une « noblesse scolaire ». La sociologue expose aussi, notamment, la « division sociale du travail » entre les tâches éditoriales et journalistiques d'un côté, les tâches administratives et gestionnaires de l'autre. Un ouvrage riche par les aspects étudiés, mais aussi par les matériaux mobilisés.

MERVEILLES DE LA PQR

































MÉDIACRITIQUES

Nº39

REVUE TRIMESTRIELLE

D'ACRIMED

BOUQUET ESTIVAL

- 03 MANUEL VALLS, MON AMOUR
- **07** CLAIRE HÉDON EN GARDE À VUE SUR EUROPE1
- 11 LE «PRÉSIDENT ÉPIDÉMIOLOGISTE» ET LE COMMUNICANT-JOURNALISTE
- 15 «INTERCLASS'»: UNE (RÉ)ÉDUCATION AUX MÉDIAS?

- **21** LES JEUX DE L'ÉTÉ
- 27 DEMORAND CONTRE QUATENNENS
- 31 « ULTRA-JAUNES »: UNE INTOXICATION MÉDIATIQUE
- 35 LA DÉPÊCHE DU MIDI CHASSE LES SQUATTEURS
- 41 FOG À LA FÊTE SUR FRANCE INTER

ET DANS <u>LES RUBRIQUES...</u>

- 26 HOMMAGE À JACQUES BOUVERESSE
- 40 VOUS AVEZ DIT... «ESCALADE»?
- 30 ISRAËL-PALESTINE: UN CHAMP DE BATAILLE MÉDIATIQUE